



2^{ème} Contrat de Rivière Eyrieux - Embroye - Turzon 2014 - 2019

Bilan, évaluation et prospective

Module 5 : Conclusions, recommandations et prospective sur le territoire Eyrieux - Embroye -Turzon – Mialan et petits affluents du Rhône



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

ardèche
LE DEPARTEMENT

Date : Octobre 2021

Réf : FL34 101 591 / PBE



Table des matières

I.	Avant-propos	1
II.	Les principales conclusions de l'évaluation du contrat 2014-2019.....	2
III.	Eléments de caractérisation et d'identification des enjeux des bassins du Mialan et des petits affluents rive droite du Rhône	3
III.1.	L'extension du périmètre du SMEC	3
III.2.	Synthèse des principaux enjeux du Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol pris en compte dans la réflexion prospective	4
IV.	La prise en compte du SDAGE dans la définition des enjeux et orientations stratégiques du territoire	5
IV.1.	Les orientations fondamentales du projet de SDAGE 2022-2027	5
IV.2.	Objectifs des masses d'eau du territoire et mise en perspective vis-à-vis de l'état actuel des masses d'eau.....	6
IV.3.	Enjeux et priorités identifiées par le projet de SDAGE 2022-2027 pour le territoire....	7
IV.4.	Mesures complémentaires prévues pour le territoire par le projet de SDAGE	8
V.	Les enjeux identifiés pour le territoire et les orientations pour le futur	10
V.1.	Enjeu « Qualité des eaux »	10
V.1.1.	Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir	10
V.1.2.	Objectifs à retenir pour les années futures	11
V.2.	Enjeu « Ressource en eau et hydrologie ».....	12
V.2.1.	Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir	12
V.2.2.	Objectifs à retenir pour les années futures	12
V.3.	Enjeu « Prévention des risques naturels »	13
V.3.1.	Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir	13
V.3.2.	Objectifs à retenir pour les années futures	13
V.4.	Enjeu « Restauration, entretien, valorisation des milieux aquatiques ».....	13
V.4.1.	Objectifs à retenir pour les années futures	15
V.5.	Les enjeux et objectifs stratégiques prioritaires du territoire – Recommandations...	15
VI.	Les modalités envisageables pour la prise en compte des enjeux identifiés.....	18
VI.1.	La position des principaux partenaires financiers	18

VI.2.	Les recommandations de l'équipe d'étude quant à la prise en compte de ces enjeux ..	22
VII.	Les pistes d'actions d'une future démarche contractuelle	23
VII.1.	Les pistes d'actions pour un futur contrat 2022-2024	23
VII.1.1.	Les thématiques et principaux montants	23
VII.1.2.	Le détail des pistes d'actions	24
VII.2.	Les pistes d'actions pour une éventuelle future démarche ultérieure (2025-2027)...	30
VIII.	Les recommandations relatives aux modes de fonctionnement d'une future démarche....	31
VIII.1.	Portage et périmètre	31
VIII.2.	Le pilotage et la concertation	32
VIII.3.	L'animation et le suivi	32
VIII.4.	La communication / sensibilisation	33
Annexes	35

I. Avant-propos

La formulation des éléments prospectifs et des recommandations se base sur les conclusions de l'analyse de l'état actuel et de l'évaluation du contrat 2014-2019, qui a permis d'identifier des enjeux actualisés pour le territoire Eyrieux – Embroye - Turzon.

Elle est complétée, pour ce qui relève des enjeux à prendre en compte pour le futur, pour les bassins du Mialan et des petits affluents directs du Rhône (au nord du territoire) intégrés au périmètre du SMEC au 1^{er} janvier 2021 (cf. paragraphe III).

L'analyse produite prend en compte le cadre réglementaire général (réglementation liée à l'eau, s'appliquant sur le territoire) ainsi que les éléments relatifs au SDAGE 2022-2027 en préparation, notamment son programme de mesures (PDM).

Elle prend également en compte la vision et les attentes des acteurs locaux et des élus du territoire, recueillies au cours de plusieurs temps de concertation et d'échange :

- Une journée d'ateliers thématiques (5 mai 2021), ayant bénéficié d'un bon taux de participation (une 30^{aine} de participants), dont le compte-rendu est annexé au présent document ;
- Un échange avec les partenaires financiers (Agence de l'Eau, Région Auvergne Rhône-Alpes, Département de l'Ardèche) afin de connaître leurs modalités d'aide (5 juillet 2021) ;
- Un comité technique (novembre 2021).

Précisons par ailleurs les actions définies s'appuieront sur les études menées sur le territoire (au cours du contrat et lors du bilan) ou autres programmes en cours (études qualité des eaux et « milieux », Plans de gestion des ressources en eau, stratégie et plan de gestion des zones humides, plan pluriannuel de gestion des cours d'eau...).

Le présent document comprend :

- ⇒ Un rappel des principales conclusions de l'évaluation du contrat de rivière 2014-2019,
- ⇒ Des éléments synthétiques relatifs aux enjeux identifiés sur les territoires Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol (non concernés par le précédent contrat),
- ⇒ Un rappel synthétique des principales conclusions des études bilans sur la qualité des eaux, les peuplements piscicoles et astacicoles,
- ⇒ Une présentation des enjeux et mesures identifiés par le projet de SDAGE 2022-2027 pour le territoire,
- ⇒ Une présentation des enjeux et orientations stratégiques actualisés du territoire (ainsi que des pistes d'actions envisageables),
- ⇒ Des recommandations de l'équipe d'étude quant à la prise en compte de ces enjeux dans le futur (type de démarche),
- ⇒ Des recommandations de l'équipe d'étude relatives au mode de fonctionnement et à la gouvernance dans le cadre d'une future démarche (portage, animation, pilotage, concertation...).

II. Les principales conclusions de l'évaluation du contrat 2014-2019

	Points forts / Leviers de réussite	Points faibles / Pistes d'amélioration
Réalisations du contrat	Prise en compte, de manière pertinente, des enjeux de gestion de l'eau du territoire et définition d' objectifs cohérents...	... mais des niveaux d'ambition qui auraient pu être supérieurs sur certaines thématiques (continuité, risque d'inondation)
	Un taux de réalisation correct sur les études prévues ainsi que sur les actions portées par le SMEC, ayant permis la mise en œuvre de plusieurs actions importantes...	... mais moyen au global , avec des actions prioritaires reportées dans l'attente des conclusions d'études qui arrivent tardivement dans le déroulé de la démarche (barrage des Collanges).
Etat des milieux	Des améliorations apportées par le contrat (assainissement, gestion de la ressource, gestion des zones humides...) mais parfois en deçà des attentes et des objectifs (continuité écologique, transit sédimentaire...)
	Plusieurs études importantes menées en prévision d'actions futures (stratégie zones humides, EBF, barrage des Collanges, habitats aquatiques) à confirmer par la mise en œuvre d'actions concrètes dans le futur portant sur les enjeux majeurs du territoire restant à traiter
	Une évolution des milieux à confirmer par les suivis en cours, a priori favorable sur certains secteurs du point de vue de la qualité des eaux...	... mais vraisemblablement encore limité sur la morphologie, les habitats et la qualité piscicole (dans l'attente d'actions concrètes).
Portage	Un syndicat renouvelé dans le cadre de la GEMAPI au profit des EPCI du bassin versant, fondant des attentes d'une plus grande efficacité...	... mais un renouvellement ayant réclamé beaucoup d'énergie tant des élus que de l'équipe technique au détriment des projets, doublé d'interrogations sur un possible éloignement à terme des élus communaux.
Animation	Une équipe stable, investie et en capacité de s'adapter régulièrement...	... mais une structuration horizontale méritant vraisemblablement d'évoluer pour faciliter la lisibilité et l'efficacité de son fonctionnement.
Pilotage et concertation	Un pilotage du contrat fondé sur des instances classiques aboutissant à un mode de décision centralisé
	Une concertation privilégiant l'échelle des études et projets les plus importants...	
Communication	Une communication bénéficiant d'une stratégie établie dans la durée et d'une palette importante de moyens diversifiés servant des ambitions de sensibilisation...	... mais interrogeant sur l'énergie dépensée à son profit au sein d'une équipe restreinte par rapport à d'autres priorités en termes d'actions de terrain aux réelles vertus de sensibilisation et de démonstration.

III. Éléments de caractérisation et d'identification des enjeux des bassins du Mialan et des petits affluents rive droite du Rhône

III.1. L'extension du périmètre du SMEC

Par délibération du 8 décembre 2020, le Comité syndical du Syndicat Mixte Eyrieux Clair a autorisé l'extension du périmètre de son périmètre aux bassins versants du Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol (par le rajout des communes de : Alboussière, Boffres, Champis, Chateaubourg, Cornas, Guilherand Granges, Saint Péray, Saint Romain de Lerps, Soyons et Touloud).

Le Conseil communautaire de la CC Rhône Crussol a quant à lui également pris une délibération en date du 10 décembre 2020 afin d'autoriser l'adhésion de la Communauté de communes Rhône Crussol au Syndicat Mixte Eyrieux Clair pour la totalité de ses communes à l'exception de Saint-Sylvestre.

Pour rappel, les compétences exercées par le SMEC sur l'ensemble de son territoire (territoire initial « Eyrieux – Embroye – Turzon », correspondant au périmètre du contrat de rivière 2014-2019, et bassins versants du Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol) sont les suivantes pour ce qui concerne la compétence obligatoire « rivière » :

- ⇒ La mise en œuvre d'actions présentant un caractère d'intérêt général en matière de GEMA (Gestion des Milieux Aquatiques) au sens de l'article L.211-7 du code de l'environnement :
 - l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°) ;
 - l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal ou à ce plan d'eau (2°) ;
 - la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (8°).
- ⇒ La mise en œuvre d'actions dites « hors GEMAPI » au sens de l'article L.211-7 du code de l'environnement et s'inscrivant en continuité de ses missions relatives à la GEMA, sur :
 - la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines (7°) dont l'élaboration, la mise en œuvre et l'animation de Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) et de toutes actions visant la préservation et le partage de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant ;
 - la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (11°) dont le suivi de la qualité de l'eau des rivières, le suivi des débits par la mise en place de sondes et d'échelles limnimétriques ;
 - l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (12°) sur les bassins versants de l'Eyrieux, de l'Embroye, du Turzon, du Mialan et autres petits affluents du Rhône de la CCRC : secrétariat et animation de toute procédure, contrat de milieux, de toutes concertations et études nécessaires à l'échelle des bassins versants.
- ⇒ L'aménagement d'aires de détente et de sentiers de découverte ou d'interprétation en bordure des rivières Eyrieux, Embroye, Turzon, Mialan et petits cours d'eau de la CCRC, et leurs affluents.
- ⇒ Politique de communication.

Le SMEC s'est de plus doté d'une compétence facultative de Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur une partie de son territoire.

III.2. Synthèse des principaux enjeux du Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol pris en compte dans la réflexion prospective

Les bassins versants du Mialan et des petits affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol représentent une superficie de près de 80 km², portant ainsi le périmètre de gestion du SMEC à une surface globale d'environ 980 km². Ce territoire s'articule notamment autour :

- du Mialan et de ses affluents que sont les ruisseaux de Jergne et de Hongrie, constituant un bassin d'environ 57 km²,
- des petits affluents en rive droite du Rhône (dans le périmètre de la CC Rhône Crussol), occupant une surface de bassin d'environ 22 km² (ruisseau de Sauman, ruisseau de la Goule / Largentière, ruisseau de la Verne / Durtail).

De manière synthétique, les principaux enjeux identifiés à l'échelle de ces bassins, et ayant nourri l'analyse prospective à l'échelle du territoire dans son intégralité, sont les suivants :

⇒ Concernant la qualité des eaux

Les cours d'eau de ces sous-bassins ne font pas l'objet de suivi quant à la qualité de leurs eaux ; l'état écologique et chimique du Mialan est jugé bon dans l'état des lieux du futur SDAGE. Les principales pressions sur la qualité des eaux sont liées aux pollutions domestiques (rejets de stations d'épuration, dans le Mialan, le Jergne et sur l'amont du Durtail) ainsi que les pollutions urbaines ou liées aux infrastructures sur la partie aval (Mialan en particulier).

⇒ Concernant la gestion quantitative de la ressource en eau

Les cours d'eau de ces sous-bassins présentent une faible hydrologie d'étiage et sont régulièrement soumis à des assecs estivaux. Le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du Doux et du Mialan mentionne que le Mialan est en assec chaque année dans la partie aval ; ce sous-bassin présente un caractère déficitaire.

Les principaux prélèvements impactant les eaux de surfaces sont liés à la présence de retenues collinaires utilisées à des fins d'irrigation (près de 190 000 m³/an). Les prélèvements liés à l'alimentation en eau potable sont localisés sur l'aval de bassin du Mialan et s'effectuent dans la nappe alluviale du Rhône (0,3 Mm³/an) et dans des puits de la basse vallée (0,7 Mm³/an).

⇒ Concernant la gestion et la préservation des rivières et des zones humides

Le Mialan a fait l'objet par le passé d'aménagements réguliers (recentrage du cours d'eau, protections de berges, mise en place de seuils de fond). Les aménagements pour protéger les intérêts humains peuvent perturber le fonctionnement du cours d'eau, notamment vis-à-vis du transport solide, en entraînant une modification du lit de la rivière, ou l'apparition de bancs isolés ou généralisés. Aujourd'hui, les méandres du lit du Mialan sur la commune de Saint-Péray principalement posent un certain nombre de problèmes. Plusieurs secteurs sensibles ont ainsi été identifiés dans le cadre d'une étude morphodynamique menée en 2010, qui a également permis de délimiter l'espace de mobilité du cours d'eau.

Du point de vue de la continuité, le Mialan et les affluents du Rhône concernés par le périmètre ne font pas l'objet de classement particulier ; quelques ouvrages ont toutefois été identifiés comme cloisonnant les milieux et limitant la circulation piscicole et le transport solide (en particulier au niveau de la confluence entre le Mialan (radier de pont) et le Jergne (passage à gué).

La végétation de berge peut également présenter des altérations, avec un état fréquemment qualifié de moyen voire mauvais et la présence de foyers d'espèces invasives (Renouée du Japon en particulier).

Du point de vue des milieux naturels et zones humides, les vallons encaissés (comme celui du Jergne, mais également du Mialan par exemple) abritent une faune et une flore riches et variées. Les principales zones humides répertoriées correspondent aux cours d'eau et à leur ripisylve. La partie aval du bassin du Mialan est de plus incluse dans l'ENS et site Natura 2000 des Massifs de Crussol et la partie amont, dans le site Natura 2000 affluents rive droite du Rhône.

IV. La prise en compte du SDAGE dans la définition des enjeux et orientations stratégiques du territoire

IV.1. Les orientations fondamentales du projet de SDAGE 2022-2027¹

Le projet de SDAGE 2022-2027 comprend 9 orientations fondamentales (OF), correspondant à quelques reformulations près aux OF du SDAGE 2016-2021 :

- ⇒ OF 0 S'adapter aux effets du changement climatique
- ⇒ OF 1 Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- ⇒ OF 2 Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- ⇒ OF 3 Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- ⇒ OF 4 Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- ⇒ OF 5 Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
 - OF 5A Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
 - OF 5B Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
 - OF 5C Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
 - OF 5D Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles








¹ Version projet adoptée par le comité de bassin du 25 septembre 2020, en cours de consultation du public (du 01/03/2021 au 01/09/2021)

- OF 5E Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- ⇒ OF 6 Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
 - OF 6A Agir sur la morphologie et le décroisement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - OF 6B Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - OF 6C Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- ⇒ OF 7 Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- ⇒ OF 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

IV.2. Objectifs des masses d'eau du territoire et mise en perspective vis-à-vis de l'état actuel des masses d'eau

Le périmètre étudié compte 23 masses d'eau superficielles, dont une, masse d'eau « lac », fortement modifiée (MEFM) correspondant au lac de Devesset.

Les objectifs assignés à l'ensemble de ces masses d'eau par le projet de SDAGE 2022-2027 figurent dans le tableau suivant. Ce tableau présente aussi l'état des masses d'eau tel que défini dans l'état des lieux révisé (2019) du SDAGE.

LEGENDE	
Etat écologique	Etat chimique
 Très bon	 Bon
 Bon	 Mauvais
 Moyen	
 Médiocre	
 Mauvais	

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Projet de SDAGE 2017-2022			
		Etat / Potentiel écologique (2019)	Échéance état / potentiel écologique	Etat chimique (2019)	Échéance état chimique
FRDL86	lac de devesset		2027		2015
FRDR446	L'Eysse, la Dorne, et l'Eyrieux de sa source au Ranc de Courbier		2027		2015
FRDR12041	ruisseau d'aygueneyre		2021		2015
FRDR11465	ruisseau la rimande		2015		2015
FRDR11193	rivière la saliousse		2015		2015
FRDR11050	ruisseau du pradal		2015		2015
FRDR11707	ruisseau l'escoutay		2015		2015
FRDR11966	ruisseau de sardige		2015		2015
FRDR444a	L'Eyrieux du ruisseau du Ranc Courbier inclus à l'amont de la confluence avec la Dunière		2015		2015
FRDR10280	ruisseau des eygas		2021		2015
FRDR10526	ruisseau du glo		2015		2015
FRDR11900	ruisseau le talaron		2015		2015
FRDR10733	rivière la glueyre		2015		2015
FRDR10721	rivière l'auzène		2015		2015
FRDR444b	L'Eyrieux de l'amont de la confluence avec la Dunière à sa confluence avec le Rhône		2027		2015
FRDR445	La Dunière		2015		2015
FRDR11424	ruisseau le sèrouant		2015		2015
FRDR11440	ruisseau de rantoine		2015		2015
FRDR11999	ruisseau l'éve		2027		2015
FRDR10133	ruisseau le boyon		2015		2015
FRDR11562	ruisseau le turzon		2021		2015
FRDR10963	ruisseau l'embroye		2015		2015
FRDR12062	ruisseau le mialan		2027		2015

IV.3. Enjeux et priorités identifiées par le projet de SDAGE 2022-2027 pour le territoire

Les enjeux et priorités suivants ont été identifiés par le projet de SDAGE 2022-2027 pour le territoire de l'Eyrieux ; ils confirment les constats et classement du précédent SDAGE :



- Le territoire est englobé au sein d'une vaste zone identifiée en tant que **bassin vulnérable nécessitant des actions fortes d'adaptation au changement climatique** pour les enjeux « Disponibilité en eau » et « Biodiversité » (OF 0) ;
- L'Eyrieux constitue, sur sa partie aval, un **milieu aquatique fragile vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation** ; pour ces milieux, des mesures doivent être prises pour assurer leur non dégradation à long terme et pour mettre en œuvre des programmes de restauration adaptés (OF 5B) ;
- Le territoire est identifié comme présentant un enjeu au regard de la **pollution par les substances d'origine urbaine ou industrielle** pouvant impacter l'atteinte du bon état (OF 5C) ;

- Le territoire est identifié en tant que sous-bassin nécessitant des mesures de **lutte contre les pollutions par les pesticides** pour restaurer le bon état et contribuer à la réduction des émissions (OF 5D) ;
- Une part très importante des cours d'eau du bassin est classée en tant que **réservoir biologique** dont notamment l'Eyrieux amont, la plupart de ses affluents (particulièrement en rive droite) ainsi que le Turzon (OF 6A) ;
- La partie aval de l'Eyrieux est classée en tant que zone d'action prioritaire pour la **reconquête des axes de migration de plusieurs poissons amphihalins : anguille, alose, lamproie marine** (OF 6A) ;
- Le territoire est identifié en tant que **sous bassin nécessitant, pour tout ou partie, des actions relatives à l'équilibre quantitatif des eaux superficielles** pour résorber les déséquilibres et atteindre le bon état (OF 7).

Au-delà de ces priorités identifiées dans les zonages spécifiques du projet de SDAGE, le territoire est également identifié (cf. programme de mesures au paragraphe suivant) comme devant faire l'objet d'actions d'amélioration de la **morphologique** et de la **continuité écologique** (cours d'eau en liste 2).


IV.4. Mesures complémentaires prévues pour le territoire par le projet de SDAGE

Le tableau suivant présente les mesures complémentaires pour les masses d'eau superficielle du territoire, pour le projet de SDAGE 2022-2027.

	Mesure définie au titre de l'objectif d'atteinte du bon état
	Mesure définie au titre du registre des zones protégées (Natura 2000, baignades) ou des objectifs de réduction des flux de substances dangereuses

V. Les enjeux identifiés pour le territoire et les orientations pour le futur

Pour chaque enjeu, des orientations stratégiques sont proposées pour le territoire. Il s'agit d'objectifs de gestion de l'eau et des milieux aquatiques actualisés (en fonction des problématiques nouvelles ou restant à traiter à l'issue du précédent contrat de rivière, de l'évolution du territoire, des nouveaux enjeux identifiés et des évolutions réglementaires).

Ces objectifs sont par ailleurs fixés en regard des priorités et mesures identifiées dans le cadre du projet de SDAGE pour les masses d'eau du territoire (et au cadre réglementaire s'imposant au territoire) ; les objectifs répondant spécifiquement à ces priorités et mesures du futur SDAGE sont identifiées, dans les paragraphes suivants, au moyen du pictogramme suivant : 

V.1. Enjeu « Qualité des eaux »

V.1.1. Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir

Les principaux constats de l'état des lieux et problématiques à traiter dans les années à venir sont synthétisés ci-après :

Concernant la qualité des eaux

⇒ D'après l'étude bilan de la qualité des eaux 2019-2020 :

- Une **tendance à l'amélioration** de la qualité à l'échelle du territoire, en particulier dans les secteurs ayant fait l'objet d'opération (en particulier sur les systèmes d'assainissement) ;
- Un **état des eaux globalement préservé sur l'amont**, malgré quelques problématiques localisées (notamment en aval de rejets d'assainissement) : cours principal de l'Eyrieux avec deux tronçons de quelques kilomètres à l'aval du lac de Devesset et à l'aval de la confluence avec l'Aygueneyre,
- Un **état plus dégradé en aval** (ensemble du cours à l'aval de la retenue des Collanges) ainsi que sur des tronçons plus ou moins étendus de nombreux affluents (Aygueneyre, Eysse, Glo, Orsanne, Glueyre, Sérouant, Rantoine, Dunière, Eve, Boyon), du Turzon et de l'Embroye ;
- Des dégradations principalement liées à des **excès de nutriments et/ou de matières organiques** mais également à un **échauffement des eaux** ;
- La présence de métaux lourds (arsenic, cuivre voire zinc) identifiés sur certains cours d'eau est en lien avec le contexte géochimique (Boyon, Embroye, Turzon) ou avec la présence d'une ancienne décharge (Eyrieux en aval des Collanges) ;

- ⇒ Une influence forte de l'**hydrologie** et des **caractéristiques du milieu** sur la qualité (dilution, autoépuration), rendant, dans un contexte de changement climatique, les cours d'eau plus sensibles aux pressions de pollution ;
- ⇒ Développement de **cyanobactéries dans le lac de Devesset**, notamment depuis 2 ans, avec un état des lieux en cours (Université de Saint-Etienne) ;

Concernant les pressions de pollution

- ⇒ Des pressions de pollutions majoritairement liées à l'**assainissement**, avec de nombreux travaux entrepris au cours des dernières années, mais toujours quelques problématiques identifiées (station d'épuration de Saint-Agrève par exemple, voire potentiellement : installations d'assainissement de campings en bord de rivière) ;
- ⇒ Des **pressions agricoles** a priori modérées (et localisées sur les secteurs de cultures de la basse vallée et de la vallée de la Dunière)... avec une vigilance à conserver pour diverses raisons : impacts ponctuels possibles, connaissance partielle, nouvelles installations, impact sur le lac de Devesset...
- ⇒ Une influence des **plans d'eau** dans les apports de nutriments (Collanges, Lioux, Ramiers) et de matières organiques (Devesset, Collanges, Lioux, Ramiers, Chambon) ;
- ⇒ Un engagement de plusieurs communes dans la **charte « 0 pesticides »** et des opérations de sensibilisation / formation engagées à l'échelle du territoire ;
- ⇒ Des **pollutions industrielles** jugées modérées... avec toutefois des impacts parfois localisés (apports en phosphore, métaux dans les sédiments).

V.1.2. Objectifs à retenir pour les années futures

Nota : tous ces objectifs ne feront pas systématiquement l'objet d'une retranscription dans les pistes d'actions proposées pour un futur contrat, en fonction de leur maturité et de leur caractère opérationnel.

Concernant l'enjeu « qualité des eaux », les principaux objectifs qu'il apparaît pertinent de retenir pour les années futures sont les suivants :

- ➔ **Poursuivre l'amélioration de l'assainissement des eaux usées**, avec notamment :
 - S** - L'amélioration du traitement des stations d'épuration ayant un impact sur le milieu,
 - L'assainissement des hameaux non raccordés au moyen de dispositifs adaptés (assainissement non collectif regroupé par exemple),
 - L'amélioration de la connaissance et le suivi des systèmes d'assainissement des campings ;
 - La poursuite de l'amélioration des installations d'assainissement non collectif (contrôles, réhabilitations) ;
- ➔ **Accompagner l'amélioration des pratiques et activités (hors pollutions domestiques) susceptibles d'impacter la qualité des eaux (animation) ;**
- ➔ **Lutter contre le développement des cyanobactéries dans le lac de Devesset ;**
- ➔ **Suivre les effets des actions engagées sur la qualité des eaux.**

V.2. Enjeu « Ressource en eau et hydrologie »

V.2.1. Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir

Les principaux constats de l'état des lieux et problématiques à traiter dans les années à venir sont synthétisés ci-après :

- ⇒ Un **enjeu important** pour le futur à l'échelle du territoire ;
- ⇒ Des ressources souterraines principalement constituées par les **nappes alluviales** (Rhône, Eyrieux, petits affluents du Rhône) et les **nappes profondes / sources** ;
- ⇒ Des ressources superficielles marquées par des étiages sévères (limitant les capacités de dilution des éventuelles pollutions) et influencées par les prélèvements et les ouvrages hydrauliques (avec des **sous bassins déficitaires** : Boyon, Dunière, Glo, Embroye, Mialan) ;
- ⇒ Un prélèvement global de 6 à 7 Mm³/an (Eyrieux – Embroye – Turzon + Mialan), environ ½ pour AEP, 1/3 pour irrigation (dont une part importante influençant l'hydrologie des rivières)... avec toutefois encore une connaissance imparfaite de certains prélèvements susceptibles d'avoir des impacts sur les rivières à l'étiage ;
- ⇒ Mise en œuvre et actualisation du **PGRE** (définition de volumes maximums prélevables et de programme d'actions), définissant globalement les objectifs et les actions à mettre en œuvre pour les années à venir ;
- ⇒ Réalisation de **plusieurs actions dans le cadre du contrat de rivière** (suivis, interconnexions, compteurs, fuites...), avec toutefois des **rendements de réseaux qui restent faibles sur certains secteurs** (St-Pierreville, SIVOM Crussol - Pays de Vernoux).

V.2.2. Objectifs à retenir pour les années futures

Nota : tous ces objectifs ne feront pas systématiquement l'objet d'une retranscription dans les pistes d'actions proposées pour un futur contrat, en fonction de leur maturité et de leur caractère opérationnel.

Concernant l'enjeu « ressource en eau et hydrologie », les principaux objectifs qu'il apparaît pertinent de retenir pour les années futures sont les suivants :

- ➔ **Poursuivre l'amélioration des connaissances** (jaugeages, caractérisation des prélèvements, usages / devenir des retenues agricoles, études prospectives, SDAEP...) ;
- ➔ **Mettre en œuvre une démarche d'animation et de sensibilisation sur la préservation de la ressource** (bonnes pratiques / évolution des pratiques, réglementation...) ;
- ➔ **Mettre en œuvre des mesures d'économies d'eau** (pour l'ensemble des usages et des usagers) ;
- ➔ **Améliorer les rendements des réseaux d'alimentation en eau potable** ;
- ➔ **Sécuriser l'alimentation en eau potable en préservant les ressources** (mises en place d'interconnexions, de substitutions de ressources...).

V.3. Enjeu « Prévention des risques naturels »

V.3.1. Principaux constats de l'état des lieux et problématiques identifiées pour les années à venir

Les principaux constats de l'état des lieux et problématiques à traiter dans les années à venir sont synthétisés ci-après :

- ⇒ Quelques **enjeux** identifiés en zone inondables (habitations, industries, installations communales...),
- ⇒ Quelques crues historiques sur le territoire, liées à des **épisodes cévenols** (1963, 1980, 1992),
- ⇒ Une **digue** potentiellement « classable » (au titre du décret « digues ») à Beauchastel, voire également les digues de St-Péray sur le Mialan,
- ⇒ Plusieurs communes disposant d'un **PPRI**... avec des **PCS** restant à élaborer pour certaines.

V.3.2. Objectifs à retenir pour les années futures

Nota : la prévention du risque d'inondation ne constituant pas une compétence déléguée ou transférée au SMEC, il n'est pas prévu d'intégrer des actions relatives à cet enjeu dans une future démarche contractuelle portée par le SMEC ; les objectifs qui pourraient être retenus pour les années futures sont toutefois listés à titre indicatif.

Concernant l'enjeu « prévention des risques naturels », les principaux objectifs qu'il apparaît pertinent de retenir pour les années futures sont les suivants :

- ➔ Maintenir la culture du risque à l'échelle du territoire ;
- ➔ Mettre en œuvre des actions de prévention et d'anticipation (plans communaux de sauvegarde, préservation de l'espace de bon fonctionnement...) ;
- ➔ Assurer l'entretien et la gestion des ouvrages de protection contre les crues ;
- ➔ Engager des actions de réduction de la vulnérabilité (pour les habitations, les ERP, les activités économiques, les infrastructures...).

V.4. Enjeu « Restauration, entretien, valorisation des milieux aquatiques »

Les principaux constats de l'état des lieux et problématiques à traiter dans les années à venir sont synthétisés ci-après :

Concernant la morphologie et le transport solide

- ⇒ Un **déficit en matériaux** observé sur l'Eyrieux aval, accentué par le **barrage des Collanges** ;
- ⇒ Un **Espace de Bon Fonctionnement** (EBF) délimité sur l'Eyrieux aval (et espace de mobilité défini sur le Mialan), dont la préservation reste à assurer ;

- ⇒ Quelques **secteurs à enjeux identifiés** (vis-à-vis des risques d'érosion, de déplacement du lit...) sur l'Eyrieux (notamment : plaine des Avallons à Dunière sur Eyrieux ; secteur du Pigeonnier à St Fortunat-sur-Eyrieux, digue Fougeirols à St Laurent du Pape ; Beauchastel) et le Mialan (au niveau d'ouvrages principalement) ainsi que dans des traversées de zones habitées ;

Concernant la continuité écologique

- ⇒ Des **améliorations** du point de vue de la continuité écologique (décloisonnement de plus de 28 km de cours d'eau depuis le Rhône sur l'Eyrieux et l'Auzène aval)...
- ⇒ ... mais encore des **ouvrages infranchissables (microcentrales privées) à traiter sur les linéaires prioritaires vis-à-vis de la continuité.**

Concernant la ripisylve, les milieux aquatiques et humides

- ⇒ Un état de la **végétation des berges** variable (globalement satisfaisant sur l'Eyrieux, plus moyen sur le Mialan et l'Eyrieux aval) avec présence d'espèces indésirables (**Renouée...**) ;
- ⇒ Des **habitats aquatiques préservés sur l'amont et la plupart des affluents, plus dégradés** sur l'Eyrieux aval (ainsi que sur quelques secteurs localisés) ;
- ⇒ D'après l'étude bilan des peuplements piscicoles 2020 :
- Un **patrimoine plutôt riche en espèces remarquables** (Barbeau méridional, Blageon et Toxostome, espèces d'intérêt communautaire), avec des espèces plus banales mais de grande valeur halieutique **vulnérables et en régression** (Truite fario, Anguille, Vairon...),
 - Une **qualité piscicole globalement préservée sur l'Eyrieux amont ainsi que sur plusieurs affluents en rive droite** (malgré la mise en évidence de la vulnérabilité de ces milieux),
 - Une **dégradation régulière** de cette qualité (ainsi qu'une nette diminution de la biomasse) en **aval du barrage des Collanges** ainsi que sur les **affluents en rive gauche**, provenant du plateau de Vernoux, avec des altérations liées à l'hydrologie (impact des prélèvements), à la présence de retenues et d'obstacles limitant la continuité écologique voire à des désordres portant sur la qualité des eaux et leur oxygénation ;
- ⇒ D'après l'étude bilan des peuplement astacicoles 2020 :
- De belles populations d'Ecrevisses à pattes blanches occupant des milieux relativement étendus (actuellement recensée sur un peu plus de 100 km sur les 2 400 km de cours d'eau du bassin versant). Cet ensemble de population sur un même bassin versant est probablement la plus importante à l'échelle nationale (+ de 100 km de linéaire occupé par un minimum de 15 populations). Ces populations demeurent tout même menacées du fait de la présence de nombreuses populations d'écrevisses introduites et porteuses saines de la peste de l'écrevisse.
 - Des évolutions de population variables suivant les secteurs (en expansion par exemple sur l'Azette, la Glueyre, le Talaron, le ravin de Veye... parfois en lien avec des améliorations de la qualité des eaux, mais en régression sur l'Orsanne, sur plusieurs affluents de la Dunière...),

- Des populations d'écrevisses exotiques (Ecrevisse américaine, Ecrevisse signal) en progression sur plusieurs cours d'eau, concurrençant les écrevisses autochtones,
 - Des impacts sur les populations d'écrevisses à pattes blanches liés également à la peste des écrevisses, à une qualité des eaux ou des milieux limitants (assec prolongés, augmentation de la température, pollution, enrésinement, ensablement...) ;
- ⇒ Des **superficies importantes de zones humides** (notamment les plateaux du Haut-Vivarais et de Vernoux et la plaine alluviale de l'Eyrieux), avec une **stratégie** définie pour la préservation, gestion et mise en valeur de ces zones humides, avec plusieurs actions réalisées et programmées ;

Concernant la valorisation des milieux

- ⇒ Un **programme de communication** étoffé : animations scolaires, festival de l'eau, journal annuel, site internet...
- ⇒ Quelques actions de **valorisation des milieux** engagées au cours des dernières années (entre Colin & Coleyre, Talaron).

V.4.1. Objectifs à retenir pour les années futures

Nota : tous ces objectifs ne feront pas systématiquement l'objet d'une retranscription dans les pistes d'actions proposées pour un futur contrat, en fonction de leur maturité et de leur caractère opérationnel.

Concernant l'enjeu « restauration, entretien, valorisation des milieux aquatiques », les principaux objectifs qu'il apparaît pertinent de retenir pour les années futures sont les suivants :

- S** ➔ **Améliorer les caractéristiques morphologiques de l'Eyrieux aval** (amélioration du transport solide au niveau du barrage des Collanges par mise en œuvre du scénario retenu, prise en compte et préservation de l'espace de bon fonctionnement) ;
- S** ➔ **Améliorer la continuité écologique, notamment sur les cours d'eau prioritaires** (finalisation / engagement des actions sur les cours d'eau « Liste 2 », mise en œuvre des autres actions projetées...) ;
- ➔ **Assurer une gestion adaptée de la végétation rivulaire** (entretien de la ripisylve en fonction des enjeux, gestion des espèces invasives) ;
- ➔ **Préserver voire restaurer les habitats aquatiques** (en particulier sur le petit chevelu, favorables à la présence d'écrevisses à pattes blanches) ;
- S** ➔ **Gérer, préserver voire restaurer les zones humides.**

V.5. Les enjeux et objectifs stratégiques prioritaires du territoire – Recommandations

D'après l'analyse menée dans le cadre du bilan du contrat, les échanges avec les divers acteurs du territoire et les orientations définies par les études réalisées et démarches en cours (études bilans

« milieux », plans de gestion des zones humides, PGRE...), il apparaît que les enjeux et objectifs stratégiques prioritaires pour la préservation de l'état des eaux et des milieux aquatiques sur le territoire sont les suivants :

La poursuite de l'amélioration de la qualité de l'eau, par des actions et interventions portant en particulier sur :

- **l'optimisation de l'assainissement collectif** : les suivis de qualité des eaux ont en effet mis en évidence que les pollutions domestiques, et en premier lieu l'assainissement collectif, constituaient les principales pressions sur l'état qualitatif des eaux. En priorité, il convient de ce fait d'**améliorer la situation des stations d'épuration dont l'impact du rejet a été mis en évidence** (Saint-Agrève pour le phosphore, Saint-Sauveur-de-Montagut), voire l'assainissement de certains campings ou de hameaux non raccordés ;
- la problématique des plans d'eau qui se traduit par un excès en nutriments dans les cours d'eau ;
- les étiages qui rendent fragiles les milieux et diminuent les capacités d'autoépuration.

L'amélioration du transport solide sur la partie aval de l'Eyrieux, fortement impactée par le **barrage des Collanges**, avec des répercussions sur la morphologie de la rivière et ses milieux. Plusieurs études ont mis en évidence les incidences de cet ouvrage ; la mise en œuvre d'une solution n'interviendra toutefois pas à court terme, dans l'attente du choix (en cours) d'un scénario quant au devenir du barrage et de la mise en œuvre des aménagements. Toutefois, même si cet objectif n'est pas retranscrit en travaux dans une démarche contractuelle à court terme (sur les 3 années à venir), il n'en demeure pas moins un **enjeu prioritaire à l'échelle du bassin de l'Eyrieux** avec la poursuite des études et réflexions déjà engagées les années antérieures et le choix d'un scénario ;

La gestion quantitative des ressources en eau du territoire constitue également un enjeu important pour le futur, avec **plusieurs sous-bassins déficitaires** (Boyon, Dunière, Glo, Embroye, Mialan) et un contexte de changement climatique affectant les débits d'étiage. Les actions permettant d'assurer une **gestion de ces ressources et des usages associés en cohérence avec les besoins de milieux** sont notamment prioritaires, en particulier les opérations en faveur des **économies d'eau** ;

La préservation et la gestion des zones humides : une forme dynamique s'est instaurée sur cette thématique au cours du précédent contrat de rivière, qu'il convient de poursuivre avec la mise en œuvre concrète de la **stratégie de préservation, gestion et mise en valeur de ces zones humides**. Les secteurs des **plateaux du Haut-Vivarais et de Vernoux** constituent des secteurs d'intervention prioritaire, de même que la **plaine alluviale de l'Eyrieux**. La préservation de ces zones identifiées (en particulier par leur identification au sein des documents d'urbanisme) et la mise en œuvre de l'ensemble des mesures de gestion, restauration, entretien... implique la poursuite d'une animation spécifique sur cette thématique ;

La poursuite des actions de restauration de la continuité écologique : à l'échelle du bassin de l'Eyrieux, plusieurs ouvrages ont été désignés prioritaires pour la restauration de la continuité écologique, dont certains restent à traiter (opérations à finaliser / mettre en œuvre en particulier sur les seuils des Ténébris et le seuil en amont de la confluence Glueyre / Eyrieux ainsi que sur les seuils de La Planche

et Verchère sur l’Eyrieux). Au-delà de ces obstacles prioritaires, d’autres opérations sont déjà, ou pourront être, envisagées car le réseau hydrographique présente de nombreux ouvrages souvent liés aux activités passées.

VI. Les modalités envisageables pour la prise en compte des enjeux identifiés

VI.1. La position des principaux partenaires financiers

Nota : Ce paragraphe expose de manière synthétique les positions exprimées par les représentants des principaux partenaires financiers quant à leurs possibilités de contribution financière et quant aux modalités de prise en compte des enjeux identifiés pour le territoire ; cette position ne constitue en aucun cas un engagement de leur part quant à l'attribution de financement.

Les dispositifs d'aide des différents partenaires

⇒ **L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC)** constitue le principal financeur des actions sur les milieux aquatiques. Elle propose, au travers de ses **programmes d'intervention**, des possibilités de financement des actions entrant dans le champ de sa politique et en priorité, pour que soient menées les actions inscrites au Programme de Mesures (PDM) du SDAGE. Le programme d'intervention en cours est le 11^{ème} programme « Sauvons l'Eau ! » s'étendant sur la **période 2019-2024**.

L'Agence de l'Eau propose **des outils de contractualisation** avec les territoires afin de mettre en œuvre des programmes d'actions et y apporter leur contribution financière. **Les engagements (financiers) pris dans le cadre d'une procédure contractuelle resteront prioritaires** vis-à-vis d'autres sollicitations d'actions isolées. Une contractualisation permet ainsi de sécuriser les financements sur la durée de la démarche voire de prétendre à des aides bonifiées sur certaines opérations. Ces outils de contractualisation se veulent très opérationnels. Ils sont établis sur une durée de 2 à 3 ans, sur une période incluse au sein d'un seul et même programme d'intervention de l'Agence. Ils ne nécessitent pas de procédure d'agrément d'un contrat de rivière mais simplement une validation par la Commission des Aides de l'Agence de l'Eau.

A noter que des **contrats pluri-thématiques** peuvent également être établis à l'échelle d'EPCI ou de syndicats d'eau, en fonction de leurs compétences (notamment en l'occurrence pour les opérations relevant du petit cycle de l'eau).

⇒ **Le Conseil Départemental de l'Ardèche** constitue aussi un **partenaire financier important** dans le cadre des démarches de gestion de l'eau et des milieux aquatiques. Depuis de très nombreuses années, le Département soutient les acteurs locaux dans la mise en œuvre d'actions en faveur des milieux aquatiques et de la ressource en eau. En 2018, le Département a développé un nouveau dispositif de soutien aux territoires : l'**appel à projets « PASS TERRITOIRES »**. Cet appel à projets regroupe plusieurs thématiques (services à la population et cadre de vie, développement local et touristique, protection de la ressource en eau, mobilité et économie d'énergie) et doit encourager les projets dans une logique de développement durable. Dans le **domaine de l'eau**, les interventions sont plus particulièrement ciblées sur les **priorités identifiées dans les documents de planification existants** : schéma départemental pour l'eau potable, schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement, Contrats de rivière / de milieu, SAGE, programmations pluriannuelles...

Par ailleurs, le Département soutient les collectivités en apportant une assistance technique dans le domaine de l'assainissement, avec le SATESE (Service d'Assistance Technique à l'Exploitation

des Stations d'Épuration) et le SATAA (Service d'Assistance Technique à l'Assainissement Autonome) et ses missions d'animation auprès des SPANC (Services Publics d'Assainissement Non Collectif).

Les dispositifs d'aide précédemment évoqués (PASS TERRITOIRES) sont toutefois susceptibles d'évoluer, voire d'être revus, suite aux dernières élections départementales de 2021 ; à ce jour, leur pérennité n'est pas assurée et les nouvelles modalités ne sont pas connues.

⇒ **La Région Auvergne-Rhône-Alpes** : depuis 2014, la Région Rhône-Alpes (aujourd'hui Région Auvergne-Rhône-Alpes) a modifié ses modalités d'aides, privilégiant le financement d'actions dans le cadre de Contrats « Vert et Bleu », établis dans un objectif de préservation et reconquête des trames vertes et bleues (TVB), ou à travers des appels à projet spécifiques.

Les Trames vertes et bleues (TVB), issues des travaux du Grenelle de l'Environnement, sont un outil d'aménagement du territoire qui vise à reconstituer un réseau écologique cohérent pour permettre aux espèces animales et végétales d'accomplir l'ensemble des étapes de leur cycle de vie. Cet outil a été traduit à l'échelle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), aujourd'hui intégré au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Dans ce cadre, la Région a défini il y a plusieurs années l'outil « Contrat Vert et Bleu », destiné à soutenir les acteurs locaux dans la conduite de projets opérationnels visant à préserver ou à restaurer la connectivité écologique d'un territoire, et ainsi, mettre en œuvre de manière opérationnelle les objectifs du SRCE.

Le SRCE identifie des secteurs d'intervention prioritaires pour la mise en œuvre d'actions vis-à-vis des enjeux cumulés sur le territoire. **Le bassin de l'Eyrieux n'est pas inclus dans les secteurs prioritaires d'intervention identifiés par la Région au titre du SRCE et ne peut donc bénéficier d'aides à ce titre.**

Une **partie du Turzon, l'Embroye, le Mialan et les petits affluents du Rhône** est quant à elle intégrée dans le périmètre du **Contrat Vert et Bleu du Grand Rovaltain**. Ce contrat, mis en œuvre à l'échelle du SCoT du même nom, établi pour la période 2015-2021, porte pour ambition de protéger de l'urbanisation les espaces naturels ou agricoles qui composent la trame verte et bleue et de mobiliser les acteurs locaux en faveur de la mise en valeur de la trame verte et bleue afin de compléter l'approche « réglementaire » par des actions opérationnelles. **Ce contrat est actuellement en cours de bilan, une réflexion étant en cours quant à l'opportunité de poursuivre sur une nouvelle démarche de ce type, qui permettrait le cas échéant d'inclure des actions en faveur des milieux sur une partie des cours d'eau concernés par le périmètre de compétence du SMEC.**

En parallèle, plusieurs dispositifs d'appels à projets sont proposés par la Région auxquels certaines actions spécifiques, ambitieuses et innovantes, définies préalablement en concertation avec les services de la collectivité et étudiées au cas par cas, peuvent être éligibles :

- Appel à **projets innovants de prévention et protection contre les risques naturels**, concernant des dépenses d'investissement (« solutions fondées sur la nature ») ;
- Appel à manifestation d'intérêt « **stratégie d'adaptation et résilience des territoires** », concernant des dépenses d'investissement et d'animation ;

- Appel à projets de **préservation et de restauration des continuités écologiques** agissant sur la Trame Verte et Bleue (hors territoires couverts par des Contrats Verts et Bleus), concernant des dépenses d'investissement et d'animation.

Enfin, des aides de la Région pourraient potentiellement être mobilisées, sur certaines thématiques (lutte contre les espèces invasives, gestion et préservation des zones humides...), à travers des **Plans Pastoraux Territoriaux**.

Des évolutions peuvent aussi intervenir au niveau de la Région quant aux dispositifs et priorités d'aides suite aux élections régionales de 2021.

Les principales possibilités et modalités d'aide par thématique

Les principales possibilités et modalités d'aide, par partenaire financier et par thématique, sont synthétisées dans le tableau suivant.

Thématique	Agence de l'Eau	Département Ardèche*	Région Auvergne Rhône-Alpes
Assainissement collectif	Hors zones de revitalisation rurale (ZRR) : Possibilité d'aide uniquement pour des opérations (fonctionnement des stations, mise en séparatif des réseaux) bénéfiques aux milieux, à hauteur de 50 % pour des actions inscrites au PDM, de 30 % pour des actions hors PDM bonifiées En ZRR (concernant une part importante du territoire hors communes aval) : aide portée à 70 %	Aides possibles de 30 % max. (avec des risques d'évolution) sur les améliorations stations / réseaux (mise en séparatif), les extensions de collecte (dans la limite de 10 000 € / branchement), les études	Aide à la mise en place de systèmes de méthanisation
Assainissement non collectif	/	Aides possibles des installations d'ANC regroupées (avec des risques d'évolution)	/
Pollutions d'origine agricole	Aides orientées uniquement vers les captages prioritaires et ressources stratégiques – Territoire non concerné	Aides possibles sur l'amélioration des connaissances / études sur les pressions de pollution	Aides directes pour les conversions en bio
Pollutions industrielles / substances prioritaires	Aides possibles sous conditions et plutôt orientées vers les établissements importants	Aides possibles sur l'amélioration des connaissances / études sur les pressions de pollution	/
Gestion des eaux pluviales	Aides possibles, avec une priorité donnée aux opérations de désimperméabilisation / réinfiltration	/	**
Gestion quantitative de la ressource en eau	Aides possibles sur les projets inscrits au PGRE d'économie d'eau, de substitution, sur les secteurs déficitaires (pour les actions non inscrites dans des contrats spécifiques avec les EPCL ou syndicats AEP)	Aides possibles pour les projets inscrits au PGRE ainsi que pour des projets d'interconnexion / substitution de ressources (pour l'amélioration des rendements : aides uniquement pour les réseaux d'adduction et non pour les réseaux de distribution)	***
Morphologie	Aides possibles pour les secteurs inscrits au PDM avec une mesure « hydromorphologie » et les actions issues d'une étude « EBF »	Aides possibles (avec des risques d'évolution)	**
Continuité écologique	Aides possibles sur les tronçons classés en liste 2 (voire hors liste 2 dans le cadre d'une démarche globale), avec un accompagnement financier plus favorable pour les opérations d'effacement	Aides possibles (avec des risques d'évolution)	**
Gestion de la végétation de berge / espèces invasives	Aides possibles uniquement dans le cadre d'un contrat et en contrepartie d'opérations inscrites au PDM et participant à l'atteinte des objectifs de bon état (sous réserve d'élaboration de plans de gestion, y compris pour les espèces invasives)	Aides possibles (avec des risques d'évolution)	/
Zones humides	Aides possibles en priorité sur les zones humides dégradées / menacées et en priorité pour des actions de restauration du fonctionnement et hydrologique	Aides possibles (avec des risques d'évolution)	**

* Sous réserve, dans l'attente d'une évolution des modalités d'aide à l'échelle du Département

** Des possibilités d'aides hors CVB à travers l'appel à projet « Biodiversité ordinaire » pour des actions ambitieuses et innovantes relevant notamment de la perméabilité des infrastructures de transport et des thématiques « Trame bleue, zones humides et espaces de bon fonctionnement (espaces de mobilité, zones d'expansion de crues), ainsi que les habitats associés » ou dans le cadre d'un futur CVB Grand Rovaltain (en fonction des orientations choisies) pour une partie du territoire (partie du Turzon, l'Embroye, le Mialan et les petits affluents du Rhône) et une partie des thématiques (continuité écologique, zones humides...).

*** Des possibilités d'aides à travers l'appel à manifestation d'intérêt « stratégie d'adaptation et résilience des territoires » pour des actions ambitieuses et innovantes

VI.2. Les recommandations de l'équipe d'étude quant à la prise en compte de ces enjeux

L'analyse menée dans les chapitres précédents met en évidence que plusieurs enjeux importants restent à traiter sur le territoire, et nécessitent, **après des phases d'étude importantes**, la mise en œuvre d'une **phase opérationnelle**. Sur plusieurs thématiques, des actions sont d'ailleurs d'ores et déjà pré-identifiées à l'issue de ces études.

Aussi, au regard des éléments présentés précédemment, **la mise en œuvre d'un nouveau contrat de rivière (ou de milieu) nous semble tout à fait opportun sur le territoire « Eyrieux - Embroye - Turzon – Mialan et petits affluents du Rhône »**. Ce constat est par ailleurs partagé par les partenaires techniques et financiers de ce type de démarche et par l'équipe technique du SMEC.

Une nouvelle contractualisation avec les partenaires financiers serait avantageuse à plusieurs titres :

- Une contractualisation permettrait de **sécuriser les financements** sur du moyen terme dans un contexte financier incertain, voire de **bénéficier de subvention pour des actions non financées hors démarche contractuelle** (entretien de la végétation de berge notamment),
- La planification des actions au sein d'une démarche contractuelle permettrait d'assurer une **bonne visibilité des opérations** à venir sur le territoire, pour le syndicat bien entendu, mais surtout pour les autres acteurs, notamment les partenaires financiers (ce qui permettrait aussi, certainement, de légitimer le maintien de postes d'animation sur la durée de ces démarches).

Il s'agirait de ce fait d'un contrat établi, tel qu'évoqué précédemment, pour une période de **3 ans** (a priori 2022-2024), comportant un **programme d'actions resserré autour d'opérations suffisamment matures pour garantir leur mise en œuvre sur cette période courte**. Des opérations moins mûres pourraient être identifiées « pour mémoire » (afin de signifier le fait qu'elles sont bien prises en considération) mais renvoyées à une programmation ultérieure.

Les actions incluses dans ce contrat relèveraient de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage qu'il conviendra d'associer étroitement à la définition de la programmation.

Enfin, en fonction des pistes d'actions et de l'éventuelle émergence d'opérations susceptibles de répondre aux critères d'éligibilité aux appels à projet ou à manifestation de la Région, un travail en collaboration avec les services de cette collectivité pourra être engagé afin de préciser le contenu de ces opérations en regard de ces critères et des possibilités de subventions régionales.

L'opportunité d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) peut également être questionnée à l'échelle du territoire. Une telle étude était inscrite dans le précédent contrat de rivière mais n'a pas été engagée. Ce type d'outil de planification permet de définir des objectifs et prescriptions relatives à la gestion de l'eau mais également d'édicter des règles particulières d'usage. Certains enjeux pourraient en effet, potentiellement, trouver avantage à la mise en œuvre de ce type de démarche. Les plus-values pourraient par exemple concerner la gestion quantitative de la ressource en eau (si les mesures actuelles inscrites au PGRE s'avéraient insuffisantes), la protection de certaines zones (zones humides, espace de bon fonctionnement...) voire la définition de niveaux de rejet plus stricts pour l'assainissement (fondés sur les capacités épuratoires des milieux).

Toutefois, il a été évoqué précédemment la nécessité, au vu des problématiques à traiter et des attentes des acteurs du territoire, de déployer un programme d'actions opérationnels qui impliquera une forte mobilisation des moyens techniques du syndicat. La question du SAGE pourrait de ce fait s'envisager à plus long terme, en fonction des évolutions constatées des milieux en regard des actions importantes restant à mettre en œuvre sur le territoire.

VII. Les pistes d'actions d'une future démarche contractuelle

VII.1. Les pistes d'actions pour un futur contrat 2022-2024

VII.1.1. Les thématiques et principaux montants

Afin de répondre aux enjeux du territoire précédemment évoqués, les thématiques et objectifs figurant dans le tableau suivant ont été définis.

Nota : Les montants des actions affichés restent à déterminer pour certaines opérations (cf. détail des opérations au paragraphe suivant) ou sont notés pour mémoire (PM), s'agissant d'opérations prises en charges dans d'autres démarches ou programmes d'actions (animation, actions portées par les gestionnaires du « petit cycle » ou de la compétence « PI »...). De ce fait, les principaux montants indiqués portent sur des actions de restauration et préservation des milieux aquatiques, d'amélioration des connaissances et de communication.

Thématiques et objectifs	Montants estimatifs
RESTAURATION ET PRESERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES	
Restaurer les fonctionnalités de la rivière	92 100 €
Lutter contre les espèces exotiques envahissantes	61 500 €
Restaurer la continuité écologique	311 000 €
Préserver et restaurer les milieux aquatiques	480 000 €
Rétablir le transport solide de l'Eyrieux	PM (choix scénario barrage des Collanges)
Préserver, restaurer et gérer les zones humides	250 000 €
Total	1 194 600 €
AMELIORATION DE LA QUALITE	
Améliorer le fonctionnement des STEP	PM (actions portées hors contrat de rivière par les gestionnaires assainissement)
Améliorer le fonctionnement des réseaux EU	
Lutter contre les pollutions	
Améliorer la qualité des plans d'eau	PM / A déterminer
Total	/
GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE	
Animation des PGRE Eyrieux, Embroye, Turzon & Mialan	PM
Etude de l'occupation des sols	A déterminer
Total	/
LUTTER CONTRE LES INONDATIONS	
Renforcer les mesures de prévention des risques naturels sur les biens et les personnes	PM (actions portées hors contrat de rivière par les gestionnaires PI)
Total	/
AMELIORATION DES CONNAISSANCES	
Prospecter pour mieux connaître	26 600 €
Total	26 600 €
COMMUNICATION	
Plan de communication	57 000 €
Porter à connaissance de l'EBF auprès des communes	PM
Total	57 000 €
TOTAL GLOBAL	1 278 200 €

VII.1.2. Le détail des pistes d'actions

Les pistes d'actions identifiées et susceptibles d'intégrer une future démarche contractuelle sont exposées dans les tableaux suivants.

Objectifs de l'opération	Intitulé de l'opération	Masse(s) d'eau concernées	Opération identifiée SDAGE / PDM	Maître d'ouvrage	Montant de l'opération	Répartition des montants sur la période 2022-2024		
						2022	2023	2024
RESTAURATION ET PRESERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES								
Restaurer les fonctionnalités de la rivière	Travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve pour rétablir les fonctionnalités naturelles	FRDR12062 - Mialan		SMEC	58 500 €	25 000 €	12 500 €	21 000 €
	Travaux d'entretien de la ripisylve suite à des dégâts post-crues	Toutes		SMEC	30 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
	Plans de gestion et programme d'actions	Affluents rive droite du Rhône		SMEC	3 600 €	3 600 €		
Lutter contre les espèces exotiques envahissantes	Suivi du chantier d'éradication de la renouée - St Sauveur de Montagut	FRDR10733 - Glueyre FRDR444a - Eyrieux médian		SMEC	15 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
	Travaux d'éradication de la canne de Provence - St Sauveur de Montagut	FRDR444a - Eyrieux médian		SMEC	1 500 €	1 500 €		
	OP par le pâturage ovin	FRDR12062 - Mialan		St Péray	20 000 €	20 000 €		
	OP par le pâturage caprin	FRDR444a – Eyrieux médian FRDR444b – Eyrieux aval		SMEC	20 000 €			20 000 €
	aménagement de dispositifs anti-montaison spécifiques aux écrevisses (1 000 € / aménagement)	FRDR445 - Dunière			5 000 €	1 000 € Courtebut	2 000 € Glueyre/Auzène	2 000 € Glueyre/Auzène
		FRDR10721 - Auzène FRDR10733 - Glueyre						
Restaurer la continuité écologique	Effacement du seuil Ténébris (ROE61272) - St Sauveur de Montagut	FRDR10733 - Glueyre	x	Fédé/SMEC	A déterminer			
	Effacement du seuil confluence Glueyre / Eyrieux (ROE7578)	FRDR445a – Eyrieux médian	x	CAPCA	PM			
	Dérasement de petits seuils Eyrieux amont et restauration morphologique (cf AVP, étude en cours)	FRDR446 - Eyrieux amont		SMEC/Fédération de pêche/Propriétaire : seuil pont	181 000 €			181 000 €
				SMEC/Fédération de pêche/Propriétaire : seuil colonie	130 000 €			130 000 €
	Aménagement du seuil de la Planche (ROE7579)	FRDR445a – Eyrieux médian	x	Propriétaire de l'ouvrage	PM			
	Aménagement du seuil des Verchères (ROE7581)	FRDR445a – Eyrieux médian	x	Propriétaire de l'ouvrage	PM			
	Aménagement des seuils du Moulin du Pont (ROE59107) et du moulin de Fraysse (ROE59109)	FRDR446 – Eysse	x	Propriétaire de l'ouvrage	PM			
	Aménagement au niveau de la confluence Mialan / Jergne	FRDR12062 – Mialan		SMEC / Commune	A déterminer			
Préserver et restaurer les milieux aquatiques	Effacement du seuil de Baffie - Dunière/E.	FRDR444a - Eyrieux médian		SMEC	40 000 €			40 000 €
	Gestion de l'atterrissement du Pigeonnier - St Fortunat/E.	FRDR444b - Eyrieux aval		SMEC	25 000 €	25 000 €		
	Surveillance des zones d'érosion de Dunière, St Fortunat/E., St Laurent du Pape, Beauchastel par relevés topographiques (GPS) à la suite de crues majeures	FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval		SMEC	PM			
	Restauration de chenaux secondaires au Colombier - Beauchastel - étude préalable et travaux	FRDR444b - Eyrieux aval		SMEC	315 000 €		Etude préalable : 15 000 €	Travaux : 300 000 €
	Réouverture de bras secondaires - confluence Dunière/Eyrieux, amont confluence Boyon RG, Coubounas RG (50 000 €/opération)	FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval		SMEC	100 000 €		50 000 €	50 000 €

Objectifs de l'opération	Intitulé de l'opération	Masse(s) d'eau concernées	Opération identifiée SDAGE / PDM	Maître d'ouvrage	Montant de l'opération	Répartition des montants sur la période 2022-2024		
						2022	2023	2024
Rétablir le transport solide de l'Eyrieux	Choix du scénario pour rétablir le transit sédimentaire de l'Eyrieux au barrage des Collanges, Etude préalable à la mise en œuvre du scénario retenu OU étude socio-économique des scénarios	FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval	x	SDEA et/ou SMEC	PM			
Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Mise en œuvre du PG des zones humides du lac de Devesset	FRDR446 – Eyrieux amont		SMEC / Commune / PNR	250 000 €	83 000 €	83 000 €	84 000 €
	Mise en œuvre du PG de la zone humide du Pontet – St Agrève	FRDR446 – Eyrieux amont		SMEC / Commune				
	Mise en œuvre du plan de gestion de la zone humide de Gourjatoux – Marcols les Eaux	FRDR10733 – Glueyre		PNR				
	Amélioration des connaissances des zones humides boisées			SMEC				
	Plan de gestion et mise en œuvre du PG des zones humides boisées Les Gendarmes & Guèze – St Agrève & St Jean Roure	FRDR4446 – Eyrieux amont		SMEC				
	Plan de gestion et mise en œuvre du PG des zones humides boisées de Chastelle – Gluiras	FRDR10733 – Glueyre		SMEC				
	Aménagement de points d'abreuvement et de passage en zones humides - Pré lacour à Chalencon							
	Mise en œuvre du PG des milieux alluviaux du Rhône (lône du Rhone à Soyons)							
	Journées techniques / d'échanges à l'attention des éleveurs et des forestiers (thématiques possibles : gestion pastorale, des points d'eau en zones humides)							
	Mise en place d'un réseau d'observateurs							
	Politique foncière							
	Animation foncière des ZH							
	Mise en œuvre PG ZH Chanal - La Rochette, PG ZN du lac de Véron - St Agrève							
	Mise en œuvre PG ZH des Plots - St Christol							
	ZH Creux de l'Ane, Mont l'Hermet, Silhac, Berthoux, St Michel							
	Concours photos							

Objectifs de l'opération	Intitulé de l'opération	Masse(s) d'eau concernées	Opération identifiée SDAGE / PDM	Maître d'ouvrage	Montant de l'opération	Répartition des montants sur la période 2022-2024		
						2022	2023	2024
AMELIORATION DE LA QUALITE								
Améliorer le fonctionnement des STEP	Amélioration/optimisation des systèmes de déphosphatation : STEP Cheylard ?	FRDR446 - Eyrieux amont		CCVE	PM			
	STEP Vernoux	FRDR11999 - Eve		CAPCA				
	Mise en place de filières de déphosphatation (chimique ou végétal) : STEP St Agrève	FRDR12041 - Aygueneyre	x	CCVE	PM			
	STEP Arcens	FRDR444a - Eyrieux médian		CAPCA				
	STEP St Sauveur de Montagut (nouvelle STEP à venir)	FRDR446 - Eysse						
	STEP Les Ollières/E.							
	Mise en place d'un traitement tertiaire de type "végétal" pour les petites STEP	Toutes			PM			
	Amélioration de la filière organique : STEP St Agrève	FRDR12041 - Eysse		CCVE	PM			
Améliorer le fonctionnement des réseaux EU	Mise en séparatif et réhabilitation de réseaux : St Martin de V. & Le Cheylard Vernoux, Chateauneuf de Vernoux & Les Ollières/E. St Georges les Bains & Charmes/R.	FRDR446 - Eyrieux amont FRDR444b – Eyrieux aval FRDR445 - Dunière FRDR11562 - Turzon FRDR10963 - Embrove		CCVE CACPA CCRC	PM			
Améliorer la qualité des plans d'eau	Etude et suivi de la qualité de l'eau du lac de Devesset, étude des apports des intrants et du BV, évaluation de l'impact du lac sur l'Eyrieux (problématique cyanobactéries)	FRDR446 – Eyrieux amont		SIGLD	PM			
	Réduire la charge organique par aération du fond, curage ou assèchement périodique... :							
	Plan d'eau de Devesset	FRDR446 - Eyrieux amont & Eysse		SIGLD	PM			
	Plan d'eau de St Martial			SDEA				
Plan d'eau des Collanges	FRDR444a - Eyrieux médian		ASA & Vernoux en V.					
	Plans d'eau de Lioux & des Ramiers	FRDR11440 - Rantoine		St Vincent de D. /				
		FRDR11999 - Eve		Pranles ?				
	Plan d'eau du Chambon de Bavas	FRDR10133 - Boyon						
Lutter contre les pollutions	Déplacement d'une canalisation EU menacée par des risques d'érosion au Pigeonnier - St Fortunat/E.	FRDR446 – Eyrieux aval		CAPCA	PM			

Objectifs de l'opération	Intitulé de l'opération	Masse(s) d'eau concernées	Opération identifiée SDAGE / PDM	Maître d'ouvrage	Montant de l'opération	Répartition des montants sur la période 2022-2024		
						2022	2023	2024
GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE								
Animation des PGRE Eyrieux, Embroye, Turzon & Mialan	Sensibilisation/Information des usagers	Bassins déficitaires et sensibles en priorité : FRDR10133 - Boyon FRDR445 – Dunière FRDR10526 - Glo FRDR10963 – Embroye FRDR12062 - Mialan	x	SMEC	PM			
	Amélioration des connaissances sur les prélèvements		x	A déterminer				
	Suivi du débit des étiages		x	SMEC				
	Amélioration des connaissance et des rendements sur les réseaux AEP		x	SICPV				
	Substitution de ressources AEP captées		x	CCVE				
	Améliorer les pratiques agricoles en termes d'utilisation de la ressource en eau		x	CAPCA				
	Substituer les prélèvements directs		x	SMEC / CA07				
	Restaurer les débits réservés		x					
	Proposer un devenir aux retenues collinaires sans usages		x					
Etude de l'occupation des sols	Etude de l'occupation des sols (monocultures de résineux) dans les bassins sensibles	FRDR10133 - Boyon FRDR11562 - Turzon FRDR11424 - Sérourant FRDR11999 - Eve FRDR445 - Dunière			A déterminer			
LUTTER CONTRE LES INONDATIONS								
Renforcer les mesures de prévention des risques naturels sur les biens et les personnes	Elaboration des PCS	FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval		Communes/Gestionn PI				
	Diagnostic hydraulique et géotechnique de la digue des Avallons	FRDR444b – Eyrieux médian		DDT	PM			
	Diagnostic hydraulique et géotechnique de la digue de Fougeirols	FRDR446 – Eyrieux aval		DDT	PM			

Objectifs de l'opération	Intitulé de l'opération	Masse(s) d'eau concernées	Opération identifiée SDAGE / PDM	Maître d'ouvrage	Montant de l'opération	Répartition des montants sur la période 2022-2024		
						2022	2023	2024
AMELIORATION DES CONNAISSANCES								
Prospecter pour mieux connaître	Aire de répartition du barbeau méridional (à partir de l'aval de la Glueyre) et de la lamproie de planer	FRDR12062 - Mialan Affluents rive droite du Rhône FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval		SMEC	5 000,00 €		5 000 €	
	Aire de répartition des écrevisses à pattes blanches (Azette, Aurance, Rimande, Aygueneyre, Eyrieux amont, Eysse, Boyon, Glo aval)	FRDR446 - Eyrieux amont FRDR444a - Eyrieux médian FRDR11465 - Rimande FRDR12041 - Aygueneyre FRDR10133 - Boyon FRDR10526 - Glo			12 000,00 €		12 000 €	
	Pêches d'inventaires piscicoles	FRDR12062 - Mialan Affluents rive droite du Rhône		SMEC	6 000,00 €		6 000 €	
	Améliorer la connaissance sur les EEE - faune (ragondin et corbicule)	Toutes		SMEC	3 600 €		3 600 €	
COMMUNICATION								
Plan de communication	Elus - Newsletter			SMEC	PM	19 000 €	19 000 €	19 000 €
	Elus - Formations (2/3 sorties à 500 € / an)				3 000 €			
	Scolaires - Animations				30 000 €			
	Usagers - Animations / Information (2 sorties à 500 € / an)				3 000 €			
	Grand public - Articles				PM			
	Grand public - Ateliers (7 000 € / an)				21 000 €			
	Site Internet				PM			
	Acteurs de l'eau – Sensibilisation / Information				PM			
Porter à connaissance de l'EBF auprès des communes	Communication sur les enjeux, définition et gestion de l'EBF Prise en compte dans les documents d'urbanisme Animation foncière de l'emprise de l'EBF (secteur Royas – St Laurent du Pape)	FRDR444a - Eyrieux médian FRDR444b - Eyrieux aval	x	SMEC	PM			

VII.2. Les pistes d'actions pour une éventuelle future démarche ultérieure (2025-2027)

Au-delà des actions retenues pour la période 2022-2024, plusieurs opérations peuvent être envisagées à plus long terme :

Concernant la restauration et la préservation des milieux aquatiques :

- ⇒ Projet de réouverture de bras secondaires aval Lauve Blanc RG - St Laurent du Pape (100 000 €)
- ⇒ Projet de restauration morphologique de l'Embroye (montants à définir)
- ⇒ Poursuite des travaux d'entretien de la végétation de berge (env. 150 000 €)
- ⇒ Poursuite des opérations de suivi et de lutte contre les espèces exotiques envahissantes : Renouée du Japon, Canne de Provence, Ailante, Raisin d'Amérique (env. 45 000 €)

Concernant la poursuite de l'amélioration des connaissances :

- ⇒ Poursuite des études piscicoles, en particulier concernant les aires de répartition de la lamproie de planer et de l'aloise
- ⇒ Poursuite des prospection « écrevisses » (sur l'Eyrieux amont, l'Aygueneyre, la Rimande, l'Azette, l'Eysse, l'Aurance, l'aval du Glo et le Boyon).

VIII. Les recommandations relatives aux modes de fonctionnement d'une future démarche

VIII.1. Portage et périmètre

Le portage historique de démarches contractuelles et d'actions relatives à la gestion du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Eyrieux, assuré par le syndicat mixte Eyrieux Clair (SMEC), ne semble pas devoir être mis en cause à l'avenir. Parmi les points justifiant cette recommandation, il est possible de retenir :

- **L'approche à l'échelle bassin versant demeure la plus cohérente** pour traiter des principaux enjeux du territoire et notamment les enjeux de gestion quantitative dans un contexte de changement climatique potentiellement créateur de tensions entre usages d'une part et entre usages et milieux d'autre part ou de contribuer au traitement d'enjeux complexes ou globaux, tels que le devenir de la retenue des Collanges ou des zones humides du territoire. Elle paraît d'autant plus justifiée que le bassin versant est important et fortement scindé entre l'amont et l'aval de l'Eyrieux. Le rattachement de la Communauté de communes Rhône Crussol appellera cependant une attention particulière en termes de prise en compte d'enjeux d'un territoire plus urbain (urbanisation, gestion des eaux pluviales, etc.).
- **Le SMEC permet une mutualisation de moyens techniques et humains** bénéficiant à un territoire essentiellement rural, qui sans lui souffrirait sans doute de fortes disparités en termes d'investissement sur les enjeux traités. Cette mise en commun a d'ailleurs permis l'acquisition d'une connaissance et d'une expérience précieuses pour envisager l'avenir de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur des bases solides.
- **Suite à une longue période d'étude et de négociation autour de l'attribution de la compétence GEMAPI par les EPCI du territoire** et d'une mise à jour de ses statuts fondée sur une représentation de ces collectivités (qui ont consommé beaucoup d'énergie), il est capital de permettre au syndicat de **consacrer les prochaines années à faire avancer des actions** autour des enjeux et objectifs évoqués précédemment dans ce rapport.
- Suite aux élections municipales de 2020 et à l'adoption de ses nouveaux statuts, **le SMEC a connu un fort renouvellement des membres de ses instances**. Les ateliers de prospective conduits dans le cadre de cette démarche ont d'ores et déjà permis de constater un rebond de l'investissement des élus dans ce cadre. Sans négliger l'investissement historique des élus fondateurs, le portage assuré par le SMEC devrait tirer rapidement profit de cette nouvelle dynamique notamment dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle programmation pour les années à venir.

Dans ce cadre, **il importe également que les partenaires réglementaires, techniques et financiers** d'une future démarche de programmation à l'échelle du bassin versant de l'Eyrieux et des cours de Rhône Crussol veillent à **continuer à légitimer le SMEC dans son rôle d'animateur et de coordinateur d'une démarche globale de gestion**, sans négliger leurs apports en termes d'expérience et d'expertise.

VIII.2. Le pilotage et la concertation

Il importe de notre point de vue de maintenir un pilotage global appuyant une programmation cohérente à l'échelle du territoire concerné. Dans ce cadre, le **maintien d'un comité de rivière** intégrant l'ensemble des acteurs concernés à différents titres par les enjeux traités et pour certains porteurs d'actions est essentiel. Les bilans très clairs réalisés par l'équipe d'animation et la participation dont il a bénéficié jusqu'à aujourd'hui justifient cette recommandation. Cette instance doit s'inscrire dans un rythme annuel afin de favoriser le maintien de liens entre ces acteurs et la lisibilité des avancées dont bénéficient les actions programmées. Elle pourrait cependant devoir être réunie davantage lors de la phase d'élaboration d'une nouvelle programmation, quitte à ce que cela soit sous forme de groupes ou de commissions thématiques chargées d'élaborer des propositions dans le cadre d'une concertation associant les parties prenantes intéressées.

L'existence d'un **comité technique**, associant porteur et partenaires techniques et financiers de la démarche, ne semble pas devoir être considérée superflu. Mais les difficultés à faire fonctionner une telle instance depuis le retrait de la Région AURA du financement de ce type de contrat en 2015 et le manque de disponibilité mise en avant de bon nombre de ces partenaires (en lien avec une réduction de leurs effectifs et/ou une multiplication des territoires engagés dans des démarches territoriales de ce type à suivre) appellent à demeurer réaliste. Ce type d'instance pourra cependant être remobilisée utilement dans le cadre de l'élaboration d'une future contractualisation.

Au-delà, c'est le **pilotage des actions** qui offre de réels lieux de débats finalisés entre les acteurs concernés. Conformément à ce qui a été constaté, les actions ou groupes d'actions thématiques et structurantes (cf. plan zones humides) doivent continuer à disposer de ce type d'instances ad hoc, mises en place suivant les besoins. On veillera naturellement à ce que leur multiplication ne vienne pas à terme affecter la disponibilité des acteurs intéressés ou la capacité du syndicat à se consacrer à la mise en œuvre d'actions sur le terrain. Comme l'acquisition de connaissances préalable à l'action, ce type de concertation indispensable ne doit en effet pas apparaître comme un frein à l'action. Elle doit donc être gérée et animée de manière cohérente, notamment en distinguant clairement temps/lieux d'échanges/propositions et temps/lieux de décision.

Depuis la mise en place d'une nouvelle gouvernance du SMEC privilégiant la représentation des EPCI-FP compétents en matière de GEMAPI, l'investissement constaté d'un large panel de nouveaux élus du syndicat dans le cadre de différents temps de concertation attachés à cette évaluation permet d'estimer que le syndicat aborde la période à venir avec une capacité de portage politique renforcée de ses choix et actions. L'enjeu restera cependant que cette dynamique récente et précieuse perdure dans la durée.

VIII.3. L'animation et le suivi

L'animation constitue la cheville ouvrière de toute démarche territoriale de gestion durable. C'est d'ailleurs un apport majeur des démarches territoriales de gestion concertée d'avoir contribué à la création et au financement de ces postes d'animation. Aujourd'hui, **l'équipe du SMEC repose sur un noyau dur comptant 4 salariés stables** (chargée de mission coordinatrice du contrat depuis 1998, chargée de mission rivière et communication depuis 2003, technicien de rivière depuis 2011 (poste créé en 2001),

assistante administrative (2000), sans négliger des partenariats divers permettant de conjuguer diverses expertises sur des thématiques spécifiques (cf. CEN Rhône-Alpes sur le volet zones humides, PNR des Monts d'Ardèche en charge de Natura 2000 sur le territoire...).

Si cette équipe a su faire évoluer les dossiers traités par chacun en son sein, il nous semble qu'elle doit aujourd'hui trouver **un nouvel équilibre entre son organisation horizontale actuelle**, promue en son temps par l'ancien président du SMEC **et une organisation verticale** reposant sur un poste de direction reconnue. Cet équilibre est destiné à préserver une circulation satisfaisante de l'information au sein de l'équipe d'animation, tout en facilitant la lisibilité des rôles de chacun aux yeux des partenaires du SMEC.

La question d'une **adaptation de l'effectif existant** à l'extension du périmètre est aussi posée aujourd'hui. Y répondre demande d'observer comment à moyen terme l'intégration du périmètre de la CA Rhône Crussol mobilise les forces existantes. Conjointement, on peut s'interroger sur la pertinence de dégager du temps d'animation fléchi autour des enjeux « Ressources en eau et hydrologie », dont le poids devrait être croissant dans les années à venir.

Au titre du suivi, cette équipe aura également à poursuivre la production de bilans annuels des actions qu'elle mène dans et hors démarche contractuelle, à valoriser notamment dans le cadre des comités de rivière, même s'il faudra veiller que le temps investi sur ce volet ne donne pas le sentiment aux acteurs du territoire d'empiéter sur la capacité du SMEC à porter des actions sur le terrain. Au-delà, il s'agira pour cette équipe de veiller à ne pas donner le sentiment à ses partenaires de la voir se consacrer essentiellement au portage d'études longues (dépassant les calendriers initiaux), au détriment de réalisations opérationnelles fortement plébiscitées. Les élus du SMEC devront en retour savoir défendre dans certains cas un principe de non-intervention concernant des milieux présentant un état satisfaisant.

VIII.4. La communication / sensibilisation

L'évaluation a permis de produire un jugement particulièrement positif concernant ce volet d'investissement historique du SMEC poursuivi dans le cadre du contrat de rivière. Ces initiatives ont participé à l'ancrage de la démarche sur son territoire et sont appréciées de l'ensemble des partenaires. Il paraît pourtant nécessaire de s'interroger sur le rapport du temps consacré à ce volet par rapport aux autres modes d'interventions du SMEC et notamment à la coordination et la mise en œuvre d'actions opérationnelles (visibles et valorisables) sur le terrain.

Comme nous l'avons souligné dans le cadre de l'évaluation, il existe un risque patent que les acteurs de terrain aient le sentiment que le SMEC privilégie l'investissement sur la connaissance (études) et la communication/sensibilisation, qui paraisse affecter ses capacités de portage d'actions. De ce point de vue, il est possible de considérer que les réalisations associées à ces actions offrent l'opportunité d'une communication de terrain incarnée, comme on l'a constaté par exemple avec les actions partenariales conduites avec le soutien du SMEC sur certaines zones humides du territoire (Devesset, Chalencon...).

ANNEXES

ANNEXE 1 : Compte-rendu synthétique des réunions prospectives



2^{ème} Contrat de rivière Eyrieux -Embroye - Turzon 2014-2019

Bilan, évaluation et perspectives

Ateliers prospectifs thématiques

Compte-rendu

Lieu : Belsentes

Date : 05 mai 2021

PJ : Présentations PPT

Participants

Structure	Nom	Matin	A-midi
CCVE, Président SMEC, St Agrève	Christophe Gauthier	X	X
CCVE, délégué SMEC, Belsentes	Monique Roznowski	X	X
PNR MA, chargé de mission N2000 ENS	Guillaume Chevalier	X	
PNR MA, chargé de mission N2000 ENS	Damien Cocâtre	X	
CCRC, membre BS SMEC, maire de Champis	Denis Dupin	X	X
CDCK, Président Comité départemental CK	Philippe Caillebotte	X	X
CCVE, membre BS SMEC, Belsentes	Dominique Bresso	X	X
Commune de Mariac, CM	Christine Chambert		X
Commune de Mariac, CM	Wilfried Bernard	X	
CEN RA, chargée d'études	Marie Anne Revaka	X	X
CCRC, Dir Agriculture	Eddy Voltolin		X
CCRC, VP Agriculture et viticulture	Jean Riaillon		X
CCRC, VP Administration SMEC, adjt St Péray	Agnès Quentin Nodin	X	X
CCRC, technicien sites naturels	Fabien Cayrat	X	X
SDEA, chargé d'opération	Philippe Latapy	X	
FRAPNA, chargée de mission	Edith Guinchard	X	X
CAPCA, technicien de rivière	Alexandre Saussac	X	X
CD07, responsable service pôle eau	Francis Hubert	X	X
Commune St Etienne de Serre, CM	Robert Lévy	X	
DDT, adjoint au responsable pôle eau	Eric Campbell	X	X
Association Les amis du Talaron	Marc Chouteau	X	
Association Les amis du Talaron	Eliane André	X	
Commune de St Jean Chambre, Adjt	Bernard Canat	X	X
Chambre d'agriculture, chargé de mission	Gilles Martineau	X	X
Chambre d'agriculture, élu agriculteur	André Moins		X

Commune de St Michel de Chabrilanoux, adjointe	Odile Blanc	X	X
CCRC, VP communication SMEC, adjt Saint Georges les Bains	Clémence Mathieu	X	X
CAPCA, membre BS SMEC, adjt St Vincent de Durfort	Catherine Mondon	X	X
ONF, responsable d'unité territoriale	Isabelle Gillibert	X	
AAPPMA DE L'EYRIEUX AU RHÔNE, agent de développement	Bastien Lebra	X	X
Commune de Mars, Délégué SMEC, CM	Roger Escomel	X	X
Commune de Mars, Délégué SMEC, CM	Baptiste Robert	X	X
CCVE, membre BS SMEC, Saint Pierreville	Christian Berthiaud	X	
CAPCA, VP GEMA SMEC, maire de Saint Vincent de Durfort	Anne Terrot Dontenwill	X	X
CAPCA, VP Gestion quantitative SMEC, maire de Châteauneuf de Vernoux	Christian Alibert		X
CCMA, membre BS SMEC, maire de La Rochette	Serge Charpenay	X	
CCMA, VP Finances SMEC, Lachapelle Graillouse	Charles Valette	X	
Association BEED, président	Sébastien Darnaud		X
Maire de la Commune de Belsentes	Raymond Fayard	X	
CCVE, délégué SMEC, maire de St Pierreville	Florent Dumas		X
SIGLD (Iac de Devesset), président	Patrick Marcaillou		X
Commune de Belsentes, CM	André Ladreyt	X	X
Commune de Belsentes, CM	Christian Cros		X
Commune de Vernoux en Vivarais, CM	Laurent Vialet	X	
SMEC, chargée de mission	Valérie Charvillat	X	X
SMEC, chargée de mission	Stéphanie Daniel	X	X
SMEC, technicien de rivière	Jean Sébastien Ros Ruiz	X	X
OTEIS	Pascal Bec	X	X
Contrechamp	Jean Baptiste Chemery	X	X
Contrechamp	Alexis Morard	X	X
Excusés			
Agence de l'eau RMC	Michaël Balaÿ		
Agribio Ardèche, directeur	Joseph Bourez		
Maire de la Commune de Gluiras	Ali-Patrick Louahala		
Chambre d'Agriculture 07	Marion Gaulupeau		
Fédération de Pêche de l'Ardèche	Elise Thélémaque		
CCVE, VP SPANC SMEC, Le Cheylard	Denis Serre		

IX.

X. Matin : Restauration et gestion des cours d'eau et des milieux naturels, valorisation du patrimoine naturel.

Au préalable, Wilfried Bernard (élu Mariac), ancien délégué au SMEC regrette d'avoir perdu cette délégation sans en avoir été informé personnellement.

Denis Dupin (élu Champis/SMEC) rappelle pour sa part que même si le bilan concerne les bassins versants de l'Eyrieux, de l'Embroye et du Turzon, la réflexion pour l'avenir concerne un périmètre élargi, intégrant les BV des cours d'eau affluents du Rhône de la CC Rhône Crussol, dont le Mialan. Un travail collectif est attendu pour construire tous ensemble le futur contrat.

Francis Hubert (CD07) indique qu'en complément de l'état des lieux, il serait intéressant d'avoir une **idée générale de la réalisation du programme d'actions** inscrites au titre du contrat de rivière évalué et de savoir quelles ont été les difficultés ou freins rencontrés en termes de réalisation des opérations prévues.

*Oteis indique que, si le **contrat a connu un taux de réalisation moyen sur certains volets, dont celui sur la continuité**, les actions portées par le syndicat sont celles qui ont connu le taux le plus favorable. **Pour le barrage des Collanges**, l'étude des 4 scénarios portée par le SDEA a été rendue fin 2020. **Pour les actions sur les seuils**, on note **quelques retards d'opérations**, souvent liés aux négociations entreprises avec les propriétaires d'ouvrages privés.*

1 Prise en compte des sports nautiques

Damien Cocâtre (PNR MA) demande si les **sports aquatiques, randonnées aquatiques et canyoning**, sont considérés comme un **enjeu à prendre** en compte, sachant que l'on commence à avoir certains conflits d'usages.

Guillaume Chevalier (PNR MA) indique un autre enjeu, la baignade, lorsque les rivières hébergent des espèces patrimoniales et qu'il y a sur fréquentation.

Depuis l'été dernier, un afflux de fréquentation dans les milieux naturels appelle à anticiper, d'autant plus que l'on relève des **incivilités** et des **pratiques dégradantes**.

*Oteis précise que ces enjeux n'étaient pas identifiés en tant que tels, bien qu'il y ait effectivement un vrai sujet. Les usagers du canoë kayak avaient déjà précisé lors d'un précédent comité de rivière qu'il était nécessaire de prendre en compte leur pratique lors de la restauration des cours d'eau. Philippe Caillebotte (Comité départemental canoë kayak) confirme qu'il y a effectivement **nécessité de se concerter bien en amont du projet et de les associer aux réflexions des aménagements afin d'éviter que ceux-ci soient dangereux et portent atteinte à la navigation avec à la clef des risques.***

2 Petites retenues

Concernant les **petits barrages créés par des particuliers**, notamment pour se créer des petits espaces privés de baignade, il est demandé quelle est la règle et qui en est maître. Et si un propriétaire fait un étang de loisirs, est-il soumis à autorisation et que faut-il faire si l'étang est très ancien ?

*Éric Campbell (DDT) répond que ce type d'ouvrage est **soumis à déclaration ou autorisation en lien avec un usage particulier depuis 1993** et que ceux créés antérieurement devaient être déclarés dans les deux ans (ce qui n'a souvent pas été fait). Sachant qu'il y en a plusieurs centaines à l'échelle du département, la première des choses pour la police de l'eau est de **définir ceux qui méritent qu'on s'y intéresse en priorité**, au regard des moyens d'intervention limités de ce service. Par ailleurs, il rappelle que l'idée est de **privilégier la concertation**, car l'injonction ne suffit souvent pas, d'autant plus que les particuliers ne peuvent pas toujours assumer les coûts de mise aux normes. Il est évident que **l'existence d'un contrat est un atout** à la fois pour dessiner des priorités et mettre en avant certaines interventions et la démarche associée.*

3 Petits cours d'eau

Wilfried Bernard (élu Mariac) estime que le souci sur sa commune, ce ne sont pas les rivières mais les **ruisseaux qui s'assèchent**. En raison du manque d'entretien, la végétation pousse créant des barrages avec de vrais risques en période de crue.

*Oteis précise que quand on parle de rivière au sens large, cela intègre par extension l'ensemble des cours d'eau, donc y compris les ruisseaux. Éric Campbell (DDT) ajoute que les berges des **cours d'eau et des ruisseaux appartiennent aux propriétaires riverains**, qui sont **tenus d'en assurer l'entretien (code civil)**. Le maire peut au titre de ses pouvoirs de police demander au propriétaire de procéder à ces interventions en cas de risque. Un syndicat de rivière peut aussi intervenir ponctuellement en substitution des propriétaires, sachant qu'il dépose une demande à la préfecture et obtient une déclaration **d'intérêt général des travaux** lui permettant d'intervenir sur des parcelles privées.*

*Marie-Anne Revaka (CEN) et Jean Sébastien Ros Ruiz (SMEC) complètent en précisant qu'en dépit de ce que beaucoup de personnes pensent, le **lien n'est pas établi entre la présence d'arbres et l'assèchement des rivières** et qu'il ne faut pas oublier le rôle de la ripisylve (ombrage, épuration, maintien des berges, habitat...) et l'**importance des arbres créateurs de microclimats** favorables au maintien d'une certaine humidité et de tout un écosystème. Bastien Lebra (AAPPMA de l'Eyrieux au Rhône) complète en affirmant qu'il est utile de **conserver sur les cours d'eau des zones plus ou moins sauvages**, avec une présence de bois mort dans l'eau qui peut avoir un impact positif sur la biodiversité. Les AAPPMA et la Fédération de pêche peuvent aussi intervenir dans*

l'entretien de la ripisylve via les baux de pêche. Plus globalement, les échanges aboutissent au constat que c'est le manque d'eau qui pose question.

4 Espace de bon fonctionnement

Gilles Martineau (Chambre Agriculture) regrette que l'on ne mette **pas suffisamment en évidence les compétences des différents acteurs**. Il y a un vrai problème d'identification des compétences et de la maîtrise d'ouvrage. Il pense donc qu'il y a un **enjeu de clarification des compétences dans le cadre d'un futur contrat**. Sur la basse vallée de l'Eyrieux, des positionnements ne vont pas forcément dans le sens de la gestion et les agriculteurs ne savent pas à qui s'adresser pour que les interventions soient effectives. C'est vraiment un facteur de blocage, il faudra un positionnement politique en termes de gouvernance.

*Valérie Charvillat (SMEC) reconnaît que ce **déficit de maîtrise d'ouvrage a été visible dans le cadre de l'étude sur l'espace de bon fonctionnement (EBF)** sur la partie aval de l'Eyrieux, tout en rappelant que le syndicat n'est pas seul concerné sur ce sujet. Des réunions de concertation sont encore à venir pour échanger. Au-delà, Anne Terrot Dontenwill (élue St Vincent/SMEC) estime qu'il faudra vraiment **sortir du questionnement de « qui va payer ? »**, pour permettre à une réelle concertation de s'instaurer. Typiquement, les définitions données par le SMEC sur l'EBF ne resteront pas sans effets. Il faut comprendre comment s'articulent les compétences, et bien **comprendre les conséquences des décisions**. Elle rappelle que dans la basse vallée de l'Eyrieux, il existe un **enjeu important sur le foncier agricole** et s'interroge sur la façon de l'inscrire ensemble dans les actions futures, sachant que les propriétaires fonciers vont subir à moyen ou long terme les conséquences de nos décisions. A ses yeux, il est très difficile de prendre en compte l'intérêt général si on prend des décisions unilatéralement, sans se concerter en associant également les organismes consulaires. Il est également important de se souvenir que ce que l'on décide aujourd'hui pour entretenir la rivière pourra intégrer le SCOT et devenir opposable. Sur les rivières en particulier, plusieurs réglementations se superposent et le SMEC doit avoir pour souci l'impact de nos décisions dans 5 à 10 ans. Un autre élu du syndicat estime que tous les élus du syndicat qui vont participer aux décisions sur l'EBF veilleront à ce que les enjeux agricoles soient pris en compte en amont, car les exploitations ne seraient pas viables sans une certaine proximité avec la rivière. Guillaume Chevalier (PNR Monts d'Ardèche) précise que les enjeux agricoles ne sont pas les seuls autour de la rivière, il faut être vigilant avec l'existence parfois de projets d'urbanisme proches de la rivière situés en zones sensibles (érodées, inondables...).*

5 Zones humides

Marie Anne Revaka (CEN) souhaite que l'on veille à **maintenir des actions spécifiques** sur ces enjeux très forts. Il importe également de pérenniser les mesures de gestion déjà mises en

place. A ce titre, **toutes les zones bénéficiant d'un plan de gestion devraient être répertoriées** pour s'assurer de sa mise en œuvre. Il faut également maintenir un effort de sensibilisation, tant vers le grand public que les propriétaires fonciers. Isabelle Gillibert (ONF) insiste sur la nécessité de mettre en place et poursuivre les actions de suivi. Pour conclure, Guillaume Chevalier (PNR Monts d'Ardèche) rappelle qu'il y a un **enjeu colossal avec le changement climatique sur les zones humides, avec un impact important à terme sur les cours d'eau**.

*Valérie Charvillat (SMEC) précise que la programmation d'un COPIL est nécessaire pour présenter le **bilan des actions poursuivies sur les zones humides**, il a été différé jusqu'à maintenant. Le comité technique de la stratégie zones humides se réunira pour préparer les actions à prévoir dans le nouveau programme, tout en soulignant que les actions menées étaient pour l'instant certainement plus faciles à mettre en œuvre du fait qu'elles concernaient du foncier public, mais elles pourraient devenir plus compliquées, s'il s'agit d'intervenir sur du foncier privé. Roger Escomel (Elu Mars) confirme qu'un travail important est à mener auprès des propriétaires.*

6 Barrage des Collanges

Interrogé en fin de séance, Philippe Latapy (SDEA) informe que l'étude technico-financière que le SDEA a mené, s'est appuyé autour **de 4 scénarios différents représentant chacun les coûts, les avantages et les inconvénients : (1) effacement, (2) arasement, (3) agrandissement des vannes du barrage pour permettre un meilleur transit sédimentaire et (4) maintien en état et prélèvement / réinjection en aval des sédiments**.

L'arasement du barrage ne donne pas satisfaction pour l'objectif de restauration du transit sédimentaire. Le scénario de maintien en l'état et de déplacement des sédiments à l'aval de la retenue coûterait de l'ordre d'un million par an. Quant à l'agrandissement des vannes, elle pose la question de trouver un exploitant, car la production hydroélectrique sera moins rentable. Cette étude a également créé un modèle hydraulique qui montre qu'en déplaçant les sédiments, les barrages en aval pourraient connaître le même problème d'accumulation des sédiments dans une vingtaine d'années. De nombreux sondages des sédiments ont été réalisés, aucune pollution significative n'a été montrée. Les résultats ont été présentés en COPIL restreint fin janvier 2021, il faudra prévoir une communication plus large, type comité de rivière. La **décision reviendra aux élus** quant à la solution qu'ils jugeront la plus favorable, sachant qu'à partir du moment où ce choix sera effectué, il faudra encore environ 3 ans d'études et de préparation avant le début d'un éventuel chantier.

7 Sensibilisation et communication

Marc Chouteau (Amis du Talaron) estime qu'il y a un travail de communication restant à faire, afin que **tout un chacun ait la possibilité de prendre conscience du patrimoine dont le territoire bénéficie et des enjeux qui le caractérisent**. Le technicien, les élus, le citoyen doivent tous s'approprier le territoire et ses enjeux. Autrement, les conflits d'intérêts émergeront alors qu'il peut y avoir des solutions pour continuer à s'occuper et valoriser les milieux. A ce titre, il souhaite que les **actions de communication menées avec le SMEC puissent être poursuivies dans le prochain contrat**.

Agnès Quentin Nodin (élue St Péray/SMEC) signale que même si l'on est curieux, on n'a pas le temps de tout éplucher, il doit y avoir **des moyens de partager cette connaissance autrement qu'un beau site Internet ou une plaquette**. La communication seule ne suffit pas pour qu'on s'implique. Elle a l'impression que beaucoup de gens se plaignent d'être oubliés. Il faut se rencontrer, se concerter pour coconstruire ensemble.

Eliane André (Amis du Talaron) pense que les associations peuvent aussi avoir un rôle à jouer pour cette sensibilisation.

Francis Hubert (CD07) souligne pour sa part que ce **transfert de connaissance doit aussi se faire vers les élus**, qui sont à la fois des décideurs et des citoyens. Exercer une compétence, c'est aussi savoir de quoi on parle. Dans les réunions de ce type, il peut y avoir des choses qui nous paraissent absurdes, liées à un manque de connaissance. Le syndicat pourrait peut-être envisager une formation interne à destination des élus, car ils paraissent parfois complètement démunis.

*Marie-Anne Revaka (CEN) rappelle qu'il y a parfois une **vraie volonté des élus de savoir**. Il y a deux mois, a été réalisée une formation pour les élus de la montagne ardéchoise sur les zones humides, qui a bien marché ; ce territoire est d'ailleurs exemplaire dans sa démarche, un énorme travail est fait en faveur des tourbières. Valérie Charvillat (SMEC) précise que le **syndicat fait aussi des choses à son niveau**, avec la DDT et divers partenaires. Charles Valette (élu CCMA/SMEC) estime que le SMEC est effectivement actif sur ce volet. Il précise que la CCMA a en effet organisé un forum de l'environnement il y a deux mois pour donner de l'information sur ce sujet aux élus. L'idée est de refaire ce forum chaque année. Il regrette qu'en dépit de la présence d'élus, les maires, qui voient cela comme secondaire, ont été peu représentés au forum.*

Anne Terrot Dontenwill (Elue St Vincent/SMEC) déclare qu'elle s'est rendu compte de son déficit de formation. Elle avait notamment besoin de **savoir dans quel environnement réglementaire elle évoluait**, sur quoi s'appuyer, d'autant plus que ces questions d'environnement sont importantes, de moins en moins considérées comme des « trucs d'écolo ». Elle considère que l'on retrouvera sur la restauration des rivières et la continuité le même problème qu'on a

eu sur les zones humides où on a été performant : connaissance de la réglementation, transfert de la connaissance auprès des décideurs, définition d'une stratégie. Dans ce cadre, le SMEC pourrait apporter un appui.

Francis Hubert (CD07) tient à rappeler que nous sommes en pleine **période d'élaboration du SDAGE, la consultation des partenaires et du public est en cours**. Le bilan du SDAGE précédent permet ainsi de voir les actions menées à bien ou non. **En Ardèche, l'objectif d'atteinte du bon état est plutôt bon** par rapport au reste du bassin Rhône Méditerranée, **mais la dynamique n'est pas forcément aussi favorable** : un certain nombre de cours d'eau en très bon état ont perdu un cran pour se trouver classés en bon état dans le dernier état des lieux.

Denis Dupin (élu Champis/SMEC) considère qu'il manque un étage en termes de sensibilisation, celui de **l'histoire de la rivière**, rappelant que le département de l'Ardèche a eu un passé industriel, avec **un tout autre point de vue sur la maîtrise des cours d'eau** (moulins, seuils...). Cela lui paraît nécessaire pour que les acteurs et les populations comprennent le sens des choix actuels.

8 Questions diverses

Wilfried Bernard (élu Mariac) s'interroge sur comment une commune peut réagir en cas de pollution de son cours d'eau, comme par exemple, en présence d'une pollution physique récurrente (déchets).

Éric Campbell (DDT) indique que quand le fautif est identifié, il s'agit de la police du maire. Autrement, il peut y avoir signalement à l'OFB. Anne Terrot Dontenwill (élue St Vincent/SMEC) ajoute qu'un citoyen ou une citoyenne peut porter plainte, mobiliser la préfecture qui peut enjoindre le maire d'exercer son pouvoir de police et déclencher une enquête de gendarmerie. Il peut y avoir une amende. Éric Campbell confirme en invitant à contacter directement la gendarmerie en cas de faute avérée.

Les obligations de restauration de la continuité sont précisées en fonction du classement : il est interdit de créer de nouveaux ouvrages sur les cours d'eau classés liste 1, sur ceux classés liste 2, il y a obligation de restaurer la continuité piscicole et sédimentaire.

A une question concernant **le lien entre la présence de l'écrevisse américaine** et une bonne qualité des eaux, il est répondu que contrairement à l'écrevisse à pattes blanches, espèce locale, les écrevisses américaines sont des espèces ne constituant pas du tout un marqueur de bonne qualité des eaux, ni des milieux. L'objectif est de l'éliminer car il s'agit d'une espèce invasive qui porte préjudice aux espèces locales, et notamment à l'écrevisse à pattes blanches.

La représentante de l'ONF est interrogée sur l'évolution de ses modes de gestion de la forêt, et notamment sur l'attention apportée à l'acidification des cours d'eau en lien avec la présence de résineux. Elle répond que la forêt gérée par l'ONF représente sur ce territoire une part très réduite, en raison du poids de la forêt privée et confirme **collaborer activement sur le volet zones humides du contrat.**

XI. Matin : Prévention des risques naturels

Marc Chouteau (Amis du Talaron) remarque que sur les problématiques de sécheresse, il y a un **risque de mauvaise compréhension**, sachant qu'en voyant des cours d'eau à sec, on oublie les risques d'inondation. Pascal Bec (OTEIS) rappelle qu'il faut développer la culture du risque pour adopter les bons comportements en cas de catastrophe.

Plus globalement, Anne Terrot Dontenwill (élue St Vincent/SMEC) considère que **sur ces enjeux de risque un raisonnement en compétences** n'est pas approprié. Dans la planification à envisager, toutes les décisions et actions auront des conséquences. Il s'agit de se mettre autour d'une table entre partenaires et en associant des gens avertis, qui par exemple sont capables de définir ce qu'est une digue sur un plan réglementaire et les obligations afférentes.

Gilles Martineau (Chambre d'agriculture) s'interroge sur le **patrimoine foncier perdu par les propriétaires, et notamment les agriculteurs**, et sur la nécessité d'**envisager un protocole d'indemnisation**, qui ne soit pas fondé que sur la surface mais sur le patrimoine, sur les fruits de ce patrimoine parcellaire quand il est cultivé.

Francis Hubert (CD 07) indique que le **Plan de gestion du risque inondation** (PGRI) est un document à consulter pour s'informer sur ces problématiques.

Il est par ailleurs précisé par Fabien Cayrat (CCRC) que même si la prévention des risques inondation ne relève pas des compétences du syndicat (conservée par les EPCI), l'entretien des cours d'eau qui est de son ressort peut avoir une conséquence sur les inondations, il faut se coordonner entre gestionnaires GEMA et PI.

XII. Après-midi : qualité des eaux et ressource en eau

Pressions de pollution et qualité des eaux

9 Pollutions agricoles

Clémence Mathieu (Elue St Georges les Bains/SMEC) demande si l'on est capable de savoir qui pollue et avec quoi au niveau des cultures.

Oteis et Valérie Charvillat précisent que, d'après les suivis de qualité des eaux et les pressions recensées, la pollution par les pesticides est essentiellement attribuable aux cultures. Les autres polluants (nitrates, phosphore) peuvent avoir plusieurs origines (assainissement, agriculture).

André Moins (Chambre agriculture) ajoute que sur ce territoire l'organisation agricole structurée à une échelle familiale exerce une pression très modérée, ne jouant qu'un rôle marginal

sur la dégradation de la qualité de l'eau. Sébastien Darnaud (association BEED) observe que même si les concentrations en polluants sont basses par rapport à d'autres territoires, elles ont quand même augmenté. De son point de vue, il faut préciser ce qu'on entend par « modéré ».

Valérie Charvillat (SMEC) précise que les suivis qualité réalisés ces dernières années ont permis de montrer que la dégradation de la qualité est davantage liée aux rejets de stations qu'à l'agriculture.

Francis Hubert (CD 07) ajoute au diagnostic que sur le secteur de l'Eyrieux, 75% des masses d'eau sont en bon état, 78% si on intègre le Mialan et autres petits cours d'eau. Il y a 6 ans, 85% des masses d'eau étaient en bon état. A ce titre, il est surpris de lire dans les analyses des pressions que 8 masses d'eau sont concernées par la pollution par les nutriments agricoles, 7 par la morphologie, 7 par la continuité (les pressions par les effluents urbains et industriels ne sont pas incluses). La pression agricole est peut-être modérée mais l'impact ponctuel sur un cours d'eau en particulier n'est pas négligeable.

Anne Terrot Dontenwill (élue Saint Vincent/SMEC) retient que ces données démontrent aussi l'impact positif sur la qualité de l'eau des opérations de restauration des cours d'eau.

10 Pollutions liées aux stations d'épuration

Sébastien Darnaud (BEED) estime que l'association avait alerté depuis longtemps sur le fait que **nos rivières ayant de moins en moins d'eau, elles sont de plus en plus sensibles aux rejets des stations**. Oteis souligne que même si les installations des stations d'épuration fonctionnent correctement, l'impact peut être fort sur le cours d'eau si le débit est faible.

Valérie Charvillat (SMEC) indique que le problème tient aussi au fait que plusieurs **stations d'épuration ne traitent pas le phosphore**, qui favorise la **prolifération des algues (et les phénomènes d'eutrophisation)**. Certaines stations peuvent le traiter mais pas les plus anciennes. Il faut donc prévoir derrière des **traitements tertiaires pour éviter l'excès de phosphore rejeté au milieu** ; il s'agit d'un système tampon qui permet de traiter l'eau de la station avant le retour à la rivière, par exemple par phyto-épuration ou traitement chimique (à base de chlorure ferrique pour les STEP à boues activées).

11 Assainissement autonome et l'assainissement autonome regroupé

Valérie Charvillat (SMEC) ajoute que dans le cadre des profils de baignade, les études doivent cibler les sources potentielles de pollution. On constate qu'il s'agit souvent de problèmes de pollutions bactériologiques, qui peuvent parfois être reliés à l'assainissement autonome. Edith Guinchard (FRAPNA) souligne le coût non négligeable des travaux de mise aux normes de ces

ANC. Christophe Gauthier (Elu Saint Agrève/SMEC) précise que pour l’assainissement autonome assuré par les particuliers, les habitants doivent venir vers le SMEC qui reçoit des **aides du département à destination de ces propriétaires qui souhaitent réaliser un assainissement regroupé**. Sur tout le département, une somme de 1 000 € par propriétaire est allouée.

Francis Hubert (CD 07) préfère éviter le terme de « semi-collectif » et parle « **d’ANC regroupé** », qui lui semble **à favoriser pour deux raisons**. D’abord, les **impacts sont moindres en cas de dysfonctionnement**. L’autre motif est économique, le **coût est bien moindre pour la commune** car l’ANC est à la charge du particulier. L’Ardèche est un territoire bien adapté pour ce modèle d’assainissement. Gilles Martineau (Chambre d’agriculture) pondère considérant que pour beaucoup de communes avec une multitude de hameaux concentrés, ces installations ne sont pas toujours réalisables par manque d’espace disponible (les emprises pour mettre en place un dispositif n’ayant pas été prévues).

12 A propos de l’hostellerie de plein air

Anne Terrot Dontenwill (élue Saint Vincent/SMEC) souhaite aborder la question des campings en termes de qualité (ANC) et quantité (prélèvements). Leurs assainissements dorment en hiver et reçoivent jusqu’à 1 000 personnes en été, tout en étant situés en bord d’Eyrieux. Elle a le sentiment que cet élément passe sous les radars et qu’il y a peut-être un travail à mener sur la pression touristique estivale sur l’Eyrieux au lieu d’incriminer trop vite les exploitations agricoles voisines ou les particuliers. Elle souligne que, par exemple, en Isère, ils sont très rigoureux là-dessus, alors qu’il lui semble que l’on rechigne à toucher au tourisme en Ardèche. Si on ne se documente pas sur l’activité touristique, elle estime que l’on manquera d’arguments pour la réguler. Elle se demande si des agents effectuent des contrôles de ces installations et de leurs impacts.

Valérie Charvillat (SMEC) rappelle qu’il était prévu des suivis sur des sites rapprochés des campings dans le cadre de l’étude qualité, ce serait donc à vérifier plus en détail. Francis Hubert (CD 07) estime que ce type de soucis n’est pas assez pris en compte, mais qu’une des difficultés est qu’il n’est pas toujours prévu d’intervenir sur ces installations au titre du SPANC (en charge des ANC < 200 EqH) ; et c’est l’Etat qui doit contrôler les ANC > à 200 EqH. Éric Campbell (DDT) ajoute que pour tous les systèmes d’assainissement du département, il y a une seule personne effectuant le travail de police. Les priorités sont au sud du département où les équivalents habitants concernés sont bien plus importants.

13 Concentration des polluants sur la retenue des Collanges

Sébastien Darnaud (BEED) constate qu’au **niveau du barrage des Collanges**, tous les **rejets sont concentrés dans les sédiments**. Pour les stations d’épuration, il y a en général une tendance à

laisser la rivière « finir le travail ». Oteis ajoute que le problème, c'est surtout que les sédiments pourraient relarguer ce phosphore dans les eaux en aval. L'eutrophisation est favorisée par ce type de nutriments. Denis Dupin (élu Champis/SMEC) est quant à lui troublé par l'idée qu'on compte sur la rivière pour finir le travail de l'épuration, c'est à la sortie de la station qu'il faudrait que l'eau soit propre.

14 Gestion du pluvial

Agnès Quentin Nodin (élue Saint Péray/SMEC) se demande s'il faut **inclure la gestion des eaux pluviales dans le futur contrat.**

*Valérie Charvillat (SMEC) répond que c'est sans doute **en lien avec la qualité de l'eau** qu'il faut l'envisager. Oteis indique qu'il existe bien un lien avec la qualité de l'eau, les eaux pluviales ruisselant sur des surfaces périurbaines pouvant se charger en divers polluants. La gestion des eaux pluviales a aussi un lien avec l'assainissement car elles peuvent provoquer des surcharges dans les stations d'épuration. Valérie Charvillat ajoute que certaines communes ont des réseaux encore pour l'essentiel unitaires et doivent continuer à faire du séparatif. « C'est bien d'améliorer la station, mais il faut aussi un bon réseau ». Fabien Cayrat (CCRC) précise qu'en cas de fortes pluies, les effluents sont reversés directement dans les cours d'eau. Anne Terrot Dontenwill (élue Saint Vincent/SMEC) retient que la gestion des eaux pluviales est un grand chantier pour les années à venir, même si ce ne sera pas dans les communes de montagne qu'on réussira à faire du séparatif pluvial/assainissement. Il faut également encourager les particuliers à récupérer leurs eaux de pluie dans des réservoirs.*

15 Autres questions

Sébastien Darnaud (BEED) demande s'il est envisageable d'**anticiper une action sur les nouveaux polluants** qui ne sont pas encore pris en compte, comme la pollution par certains médicaments.

*Oteis précise que ces **polluants n'ont pas été évoqués dans l'étude qualité** et qu'à ce jour, il n'existe pas de données à l'échelle du bassin.*

Edith Guinchard (FRAPNA) évoque un appel à projet récent de l'Agence de l'eau pour expérimenter un dispositif de « paiements pour services environnementaux » (PSE). Ils rémunèrent les agriculteurs pour des actions qui contribuent à restaurer ou maintenir les écosystèmes, le bassin de l'Ardèche s'est engagé dans cette nouvelle démarche, à voir l'efficacité de sa mise en œuvre.

Patrick Marcaillou (SIGLD) indique **concernant le lac de Devesset** que le syndicat gestionnaire du lac a constitué un groupe de travail et essaye de réaliser un **état des lieux en se rapprochant de l'université de St Etienne** pour connaître les causes qui amènent en période estivale la **prolifération de cyanobactéries** observée depuis 2 à 3 ans. C'est un dossier qui devrait à un moment ou à un autre demander des fonds et il faudra que les partenaires financiers soient capables d'aider les communes.

Gestion quantitative de la ressource en eau

16 Une demande croissante en eau

Souhaitant contextualiser cette problématique, André Moins (Chambre d'agriculture) entend souligner que l'on assiste à de **nouvelles entrées de populations sur le territoire** (notamment en lien avec le Covid). Le **tourisme « vert » se développe** également. **Quant à l'agriculture, elle voit l'implantation de nouvelles structures**, notamment maraîchères, qui demain auront besoin d'eau. Il en conclut que des **retenues seront donc primordiales pour récupérer l'eau**, l'économiser, estimant que les élus doivent prendre en compte ces évolutions. Il faut réfléchir aux conditions et modalités de stockage de l'eau et à la mise à disposition de l'eau à ces différents usagers.

Anne Terrot Dontenwill (élue Saint Vincent/SMEC) complète en estimant que sur la vallée de l'Eyrieux, **certaines campings** privilégient une approche très récréative et **augmentent leur consommation d'eau**. Il faudra donc se poser la question de ce que l'on souhaite prioriser quand l'eau viendra à manquer. Elle estime que l'on **manque aujourd'hui d'éléments et d'outils pour répondre à cette problématique et pouvoir prendre en compte ces enjeux**.

Francis Hubert (CD 07) constate que ce **souci est aussi partagé dans le SDAGE**, l'augmentation de la démographie et des zones d'activité en général ayant augmenté les pressions. Les **baisses de qualité constatées** doivent aussi être mises en relation avec ces pressions. Les élus disposent actuellement des outils pour gérer cette situation et chaque élu doit réfléchir à la compatibilité des projets qu'il souhaite autoriser au regard de ces préoccupations.

Anne Terrot Dontenwill (élue Saint Vincent/SMEC) remarque que l'on ne peut pas interdire la **construction des piscines privées**. Éric Campbell (DDT) rappelle que le premier remplissage n'est effectivement pas interdit. La consommation d'une piscine à l'année représente celle d'un équivalent habitant, voire davantage en été, période la plus tendue.

17 Nouvelles et anciennes retenues

Jean Riaillon (élu CCRC) pose le problème des étiages, du partage de la ressource et le besoin en eau des agriculteurs. Il rapporte d'ailleurs un exemple intéressant à développer de retenue collinaire dans le Val de Drôme qui se remplit hors période d'étiage.

Éric Campbell (DDT 07) précise que des nouvelles retenues de remplissage hivernal peuvent être autorisées, avec des conditions spécifiques (relatives notamment au maintien des écoulements, et donc à l'absence de prélèvement en cours d'eau en période d'étiage). Mais le **problème est surtout celui des anciennes retenues**, qui n'ont pas toujours été autorisées et qui ont pu être modifiées. On peut demander une mise aux normes pour **les retenues les plus impactantes**, avec l'aide des syndicats de bassin versant notamment. Mais cela représente un coût important de travaux et une diminution des capacités d'irrigation parfois, cela ne se fait pas facilement. Il faudra de la concertation. Depuis 1995, seules les retenues déclarées aux services de l'Etat sont connues, pas les autres. Ces **connaissances sont nécessairement partielles** et très longues à mettre à jour.

Eddy Voltolin (CCRC) souscrit au fait qu'il y a **beaucoup de retenues sans usage**. Sur le Doux, sur 900 retenues, un travail a permis de conclure qu'environ 400 sont jugées utiles. Ainsi les retenues ont été qualifiées selon leur impact. Il s'interroge sur les avancées du bassin de l'Eyrieux sur cette question.

*Valérie Charvillat (SMEC) indique que le **syndicat a engagé un travail pour les recenser**, tout en sachant que la plupart de ces inventaires ne sont pas exhaustifs. Cela demande aussi de les caractériser en termes de volumes etc. pour disposer d'une connaissance suffisante.*

Sébastien Darnaud (BEED) déclare faire pleinement confiance au monde agricole, étant tout à fait au courant de la problématique de l'eau pour l'agriculture. Il ne souhaite toutefois pas qu'il y ait un chèque en blanc pour les **retenues collinaires**.

Précision sur les retenues collinaires : à noter qu'il existe une typologie des retenues : une retenue collinaire par définition est une retenue hors réseau hydrographique, donc hors cours d'eau, qui est alimenté seulement par ruissellement, ce type de retenue est à privilégier ; les autres retenues peuvent être sur cours d'eau (barrages), sur sources ou sur zones humides, celles-ci ayant un impact sur le milieu, ne sont pas recommandées voire interdites).

André Moins (Chambre d'agriculture) rappelle qu'il est extrêmement difficile de disposer des **autorisations nécessaires pour construire ces retenues**. En l'état, il n'y a pas à ses yeux de raisons de s'inquiéter d'une multiplication déraisonnée de ces retenues.

18 Prélèvements dans les cours d'eau

Eddy Voltolin (CCRC) demande si un **recensement des prélèvements par pompage** dans les cours d'eau existe. Un autre participant déclare constater la **présence de beaucoup de crépines** sur les cours d'eau et que des personnes s'octroient le droit de **réaliser des micro-barrages**, comme à St Fortunat. Il s'interroge sur les moyens d'intervenir dans ce cas.

*Jean-Sébastien Ros Ruiz (SMEC) précise que **pour les prélèvements domestiques, il y a normalement un droit à prélever, quand on est riverain, de 1 000 mètres cubes/an**. Quand des diagnostics de rivière sont menés, les prélèvements (crépines dans les cours d'eau) sont notés mais plutôt dans l'esprit d'avoir une idée de l'impact global de ces prélèvements domestiques. Éric Campbell (DDT) estime que le plus important pour les crépines est le **respect des arrêts sécheresse**. Quant au seuil de 1 000 mètres cubes, il n'est pas du ressort des services de l'Etat, il s'agit du code de l'environnement. Enfin, les obstacles < à 20 cm sont hors réglementation. Francis Hubert (CD 07) reconnaît que **l'on connaît en fait très mal les volumes prélevés non déclarés**, sachant qu'il n'y a pas de mesures pour vérifier l'écart avec les volumes déclarés. Il faut équiper les prélèvements de compteurs. L'outil PGRE est très important pour s'emparer de cette problématique. Gilles Martineau (Chambre d'agriculture) précise que les **prélèvements liés à l'activité agricole sont équipés de compteurs volumétriques normalement**. Il ajoute que c'est aussi pour éviter ce type de prélèvement direct en cours d'eau que les retenues collinaires sont créées.*

Agnès Quentin Nodin (élue Saint Péray/SMEC) s'interroge sur l'**automatisation des systèmes d'arrosage agricole** en vue de réaliser des économies. André Moins (Chambre d'agriculture) déclare que ce n'est pas généralisé aujourd'hui, sachant que le dispositif à privilégier n'est pas le programmeur mais plutôt le goutte à goutte.

19 Equipements hydro-économes

Edith Guinchard (FRAPNA) indique que l'EPTB Ardèche a mis en place des **programmes de distribution d'équipements hydro-économes**, qui ont très bien marché pour l'EPTB. Les équipements étaient proposés à moindre coût pour les particuliers (bâches, cuves...), l'Agence de l'eau finançait ces équipements en grande partie.

Alexandre Saussac (CAPCA) explique que la CAPCA va mener une opération similaire sur les 25 communes où elle exerce la compétence AEP, avec proposition d'achat par le particulier de dispositifs hydro-économes à moindre coût, mais pas de cuves de stockage.

*Stéphanie Daniel (SMEC) précise que l'agence de l'eau peut financer effectivement du petit matériel hydro-économe. On peut cependant **se demander si l'impact est suffisant**. Les avis sont partagés au sujet des cuves qui stockent de l'eau qui devrait retourner au milieu.*

20 Moyens réglementaires, sensibilisation/communication et concertation

Éric Campbell (DDT) rappelle que la **réglementation en cas de sécheresse** permet au préfet de prendre des **arrêtés définissant des niveaux d'alerte et des restrictions d'usages** qui s'adressent aux particuliers, aux communes... Il y a cependant **pour les particuliers encore un gros travail de pédagogie à faire** pour que tout le monde se sente concerné. Il estime nécessaire d'évoquer davantage ces enjeux dans les documents de planification, tels que les SCOT. La **police de l'eau réalise de temps en temps des contrôles sur les usages les plus impactants** en été, **principalement auprès de la profession agricole**, qui respecte globalement la réglementation.

Agnès Quentin Nodin (élue Saint Péray/SMEC) estime que la **réglementation doit être connue et ses arguments explicités**, sachant que l'on ne réussira à emmener les gens avec nous qu'en faisant « avec eux », pas en interdisant uniquement.

*Stéphanie Daniel (SMEC) informe que plusieurs **rencontres vont être organisées par le SMEC pour présenter le nouvel arrêté cadre sécheresse aux élus**. Elle invite également à aller sur le site du syndicat pour trouver des réponses. Au-delà, Contrechamp estime que trouver des solutions à ces questions réclame des **lieux et instances associant les acteurs concernés** pour acquérir des connaissances, poser des constats et réfléchir collectivement. De ce point de vue, l'outil contrat de rivières n'est pas toujours le plus adapté. Il peut ainsi être nécessaire de **mobiliser l'outil SAGE** qui donne un cadre légitime et réglementaire, pour envisager des mesures qui pourraient correspondre aux enjeux du bassin versant. Francis Hubert (CD07) voit la **problématique du climat en arrière-plan** de ces enjeux et considère que le prochain contrat de rivière aura à **identifier des actions concrètes d'adaptation au changement climatique** et peut-être à **mener des études prospectives sur ce sujet**.*